

The background of the page features a network diagram with light brown lines connecting various nodes. The word "RESOLVE" is written in a large, bold, dark red font at the top left, with "NETWORK" in a smaller, dark red font directly below it. A thin, dark red diagonal line is positioned to the right of the word "RESOLVE".

# RESOLVE

NETWORK

## Devoir et défiance

Les femmes dans  
les groupes armés  
communautaires  
en Afrique de l'Ouest

Dr Jakana Thomas

# SOMMAIRE

SYNTHÈSE .....	1
INTRODUCTION .....	2
DOCUMENTATION EXISTANTE SUR LA PARTICIPATION FORMELLE DES FEMMES AUX ORGANISATIONS POLITIQUES VIOLENTES.....	4
RAPPORTS EXISTANTS SUR L'IMPLICATION DES FEMMES DANS LES GAC D'AFRIQUE DE L'OUEST .....	8
COMMENT LES FEMMES PARTICIPENT-ELLES AUX GAC ? .....	9
QUAND LES FEMMES PARTICIPENT-ELLES AUX GAC ? .....	11
<i>EXPLICATIONS DU CÔTÉ DE L'OFFRE</i> .....	12
<i>EXPLICATIONS DU CÔTÉ DE LA DEMANDE</i> .....	15
COMMENT LES FEMMES INFLUENCENT-ELLES INDIRECTEMENT LES GAC ?.....	21
COÛTS ET CONSÉQUENCES DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX GAC .....	23
ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION AUX FINS DES POLITIQUES ET DE LA PRATIQUE .....	28
CONCLUSION.....	30

*Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leur autrice. Elles ne reflètent pas nécessairement celles du RESOLVE Network, de l'U.S. Institute of Peace ou de toute autre entité du gouvernement des États-Unis.*

# SYNTHÈSE

Ce rapport fondé sur une recherche documentaire explore en quoi les groupes armés communautaires (GAC) d'Afrique de l'Ouest<sup>1</sup> facilitent l'engagement des femmes dans la politique, offrent des possibilités aux femmes d'exprimer leur colère, leur engagement envers des valeurs communautaires et une identité nationale, et permettent aux femmes de contribuer au changement dans leurs communautés en ouvrant des espaces pour la participation féminine. Selon Agbibo, les GAC comprennent des organisations axées sur la sécurité telles que les associations de chasseurs, les groupes d'autodéfense, les milices et les gangs qui *protègent* les communautés de menaces allant des « petits crimes aux insurrections ». <sup>2</sup> L'évaluation des contributions formelles et informelles des femmes à la mobilisation communautaire armée et à la sécurité hybride met en évidence des opportunités d'engagement spécifiques au sexe, et met en garde contre toute considération unidimensionnelle du contexte et de la façon dont les femmes interagissent avec les conflits et la sécurité, sous peine de saper les efforts de réduction de la violence et de consolidation de la paix post-conflit.

Dans certains GAC, comme Ganda Koy au Mali, les femmes font partie de la direction officielle des organisations de sécurité communautaire. Dans d'autres contextes, comme dans la communauté touarègue du Nord du Mali, les femmes sont largement absentes des rôles actifs en matière de sécurité. On les retrouve également dans les zones grises, dans lesquelles il est difficile d'évaluer si leurs activités sont formelles ou informelles, ou consistent en un rôle actif ou de soutien. Compte tenu de l'ambiguïté des rôles qu'elles jouent au sein de ces organisations, il est souvent difficile d'évaluer l'importance des activités des femmes dans et pour les GAC. En effet, les femmes décrivent souvent leur rôle comme étant plus important pour la sécurité que celui des leaders organisationnels ou communautaires. Cela ne veut pas dire que les femmes surestiment leurs contributions, mais plutôt que dans les communautés où ce sont généralement les hommes qui se voient confier le pouvoir politique pendant que celui des femmes est cantonné à la sphère domestique, les communautés sont plus susceptibles de compter sur les contributions des femmes sans leur accorder le mérite qui leur est dû. Cette dynamique persiste car la participation des femmes n'est souvent proposée et acceptée que par nécessité. Du fait de la nature éphémère de ces dispositions de sécurité, les communautés se montrent souvent peu disposées à laisser des contingences de sécurité immédiates bouleverser les structures sociales durables, en particulier les hiérarchies de genre. Ainsi, les GAC sont souvent prêts à accepter l'aide des femmes dans une sorte de *mariage de convenance*, tant que cela n'entraîne pas de transformation à long terme des rôles traditionnels. Cela est révélateur d'une déconnexion entre les intérêts des organisations et ceux des femmes, dans la mesure où nombre des femmes qui risquent leur vie pour renforcer la sécurité communautaire le font pour leur propre émancipation et celle de leur nation.

Bien que de nombreuses femmes espèrent tirer profit de leur participation aux GAC, la plupart s'engagent dans la sécurité communautaire pour des raisons pragmatiques ; tant les femmes que les hommes trouvent important de rechercher des dispositions de sécurité collectives lorsqu'aucune autre possibilité ne semble se présenter. De la même façon, les groupes armés communautaires sont plus susceptibles d'approuver l'intégration des femmes lorsqu'ils trouvent un avantage stratégique à leur participation. Ils sont plus susceptibles d'en recruter en cas de nécessité d'une main-d'œuvre spécialisée ou de combler des pénuries de main-d'œuvre. La participation des femmes aux GAC peut également être bénéfique

- 1 Lancée en partenariat avec le Bureau africain de l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'initiative de recherche sur les groupes armés communautaires du RESOLVE Network en Afrique subsaharienne vise à fournir aux principales parties prenantes des informations contextuelles sur les dynamiques en lien avec les groupes armés communautaires (GAC) et les approches actuelles, possibles et passées ayant pour but d'interagir avec, de les gérer et de les transformer. Le projet se heurte à une série complexe de questions et de décisions négociées par les parties prenantes opérant dans les sociétés touchées par les conflits en Afrique subsaharienne.
- 2 Daniel Agbibo, *Origines de la gouvernance hybride et de la mobilisation des communautés armées en Afrique subsaharienne* (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019), <https://doi.org/10.37805/cbags2019.2>.

aux principales intéressées. Les groupes armés offrent aux femmes la possibilité de promouvoir le bien-être communautaire, d'exercer un pouvoir politique et de transcender des rôles qui leur sont interdits dans la sphère domestique. Ces bénéfices ne sauraient toutefois être pris pour acquis. Les rôles des femmes dans les GAC étant souvent dictés par les hiérarchies de genre locales<sup>3</sup>, les perspectives d'une autonomisation de genre significative qui découlerait de la participation des femmes aux GAC en temps de conflit sont incertaines, et le potentiel d'un changement à long terme semble minime. À cet égard, le présent rapport avertit du fait que la participation des femmes n'améliore pas toujours les perspectives de paix, ni ne réduit la prévalence des violences liées au sexe et des violations des droits humains qui y sont liées. Ainsi, toute stratégie qui consisterait à « saupoudrer de femmes et à bien mélanger le tout » s'avérerait peu judicieuse. Au lieu de cela, des solutions prenant en compte les hiérarchies de genre locales, reconnaissant la diversité des motivations et orientations des femmes vis-à-vis de la paix et du conflit, et s'attaquant aux causes profondes de la participation des hommes et des femmes aux GAC, pourraient contribuer davantage au succès des efforts de consolidation de la paix.

Enfin, il est important de reconnaître que si certains GAC assument des rôles politiques et de sécurité essentiels dans leurs communautés, ils peuvent également compromettre la paix et la sécurité en exacerbant et perpétrant des violences, ce qui affecte souvent de manière disproportionnée les femmes. En outre, un sous-ensemble des groupes armés communautaires qui bénéficient du soutien des femmes travaillent ouvertement à les assujettir et à nuire activement à leurs intérêts. Ainsi, tout avantage que les femmes tirent d'une participation à ces groupes doit être mis en regard des potentiels effets externes négatifs que ces groupes génèrent. Pour finir, les GAC se caractérisent par une hétérogénéité importante qu'il convient de ne pas négliger lors de la formulation de réponses politiques et en termes de programmes ; ces groupes ne sont pas tous utiles ou nuisibles. Il ne s'agit pas de tous les tolérer ni de tous les dissoudre. Une étude plus approfondie de ces groupes est nécessaire afin de dissocier leurs attributs positifs de leur potentiel destructeur et de déterminer ainsi si la participation des femmes aux GAC est ou non globalement positive.

## INTRODUCTION

Les femmes contribuent souvent à assurer la sécurité de la communauté en temps de guerre en adhérant de façon formelle et informelle à des organisations d'autodéfense, paramilitaires et de surveillance. Des femmes ont combattu en tant que paramilitaires dans les récents conflits en Ukraine et en Syrie. Certaines femmes ukrainiennes ont rejoint le 39<sup>e</sup> bataillon de femmes Maïdan, le bataillon Aidar et le régiment Azov, y ayant été entraînées du fait de circonstances personnelles, tandis que d'autres voyaient dans leur participation à des unités d'autodéfense l'expression de leur idéologie nationaliste ou de leur devoir de protéger leur patrie.<sup>4</sup> D'autre part, les femmes des forces kurdes syriennes, en particulier celles des Unités de protection de la femme (*Yekîneyên Parastina Jin – YPJ*), se sont mobilisées contre l'État islamique pour protéger les droits des femmes et promouvoir la vision égalitaire et de gauche que l'organisation a de la société.<sup>5</sup> Les femmes colombiennes composaient également environ 10 % du groupe Autodéfenses unies de Colombie (AUC).<sup>6</sup>

3 Voir Hilary Matfess, *Pourvoyeuses de légitimité : Les femmes dans les groupes armés communautaires*, Washington D.C. : RESOLVE Network, 2020). <https://doi.org/10.37805/cbags2020.1>.

4 Jessica Trisko-Darden, Alexis Henshaw et Ora Szekely, *Insurgent Women: Female Combatants in Civil Wars* « Femmes insurgées : les femmes combattantes dans les guerres civiles » (Georgetown University Press, 2019), 19–20).

5 Trisko-Darden et al, *Insurgent Women*, 2019.

6 Andrea Méndez, « Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC » (« Performativité de genre militarisée : les femmes et la démobilisation au sein des FARC et des AUC en Colombie ») (Thèse de doctorat, université Queen's, 2012).

En Afrique aussi les femmes participent à des organisations formelles de sécurité communautaire dans des zones de conflit, dans le cadre de guerres civiles et de conflits territoriaux hyperlocaux. Les femmes ont joué un rôle actif dans les forces de défense civile et, dans une moindre mesure, au sein de la milice Kamajor pendant la guerre civile en Sierra Leone, des milices pro-Gbagbo en Côte d'Ivoire et de nombreux groupes de surveillance et forces d'autodéfense à différentes époques et dans différentes régions du Nigéria. Le présent rapport, fondé sur une recherche documentaire et particulièrement axé sur les liens entre les femmes et les groupes armés communautaires (GAC) en Afrique de l'Ouest, a recours aux discours et représentations qu'offre la littérature existante pour mieux comprendre la contribution des femmes au sein de ces groupes. Il s'appuie largement sur des preuves rapportées du Mali, de Côte d'Ivoire et du Nigéria pour montrer que les femmes œuvrent souvent à fournir un bien public important au sein de leurs communautés – la sécurité –, souvent pour peu de reconnaissance.

Dans ce rapport, les GAC sont définis comme des groupes armés non étatiques alignés sur ou complémentaires de l'État et marqués à la fois par leurs ambitions locales et leurs liens avec les communautés.<sup>7</sup> Selon Agbiboa, les GAC comprennent des organisations axées sur la sécurité telles que les associations de chasseurs, les groupes d'autodéfense, les milices et les gangs qui *protègent* les communautés de menaces allant des « petits crimes aux insurrections ». <sup>8</sup> Bien que ce rapport se concentre principalement sur les GAC qui se mobilisent contre les organisations rebelles ou terroristes, il aborde également la manière dont ces mêmes groupes agissent pour lutter contre la criminalité locale. Invariablement, les GAC émergent dans des contextes d'insécurité généralisée, principalement en raison de la faiblesse des institutions étatiques, et se multiplient particulièrement dans les situations où les forces de sécurité étatiques se révèlent insuffisantes, inaptées, malveillantes ou absentes.<sup>9</sup>

Mais les GAC ne sont pas toujours en concurrence avec l'État. Ils collaborent parfois avec le gouvernement au renforcement de la sécurité locale.<sup>10</sup> Au Nigéria, par exemple, la Civil Joint Task Force ou CJTF (« Force d'intervention civile conjointe » – FICC) et la police islamique Hisba coopèrent avec les forces de contre-insurrection, à l'instar des milices d'autodéfense au Mali.<sup>11</sup> Dans chacun de ces cas, les forces de sécurité de l'État ont reconnu que l'intégration des GAC auprès des communautés locales leur offrait un avantage distinct par rapport aux forces de l'« extérieur ». Ces cas sont l'occasion d'évaluer si et en quoi la participation des femmes peut jouer un rôle significatif dans le « succès » des efforts des GAC.

À ce jour, peu d'études se sont explicitement penchées sur la participation des femmes aux organisations de sécurité communautaires africaines. Si cette carence est surprenante, le vif intérêt des universitaires pour la participation des femmes à la rébellion suggère qu'un programme de recherche fertile pourrait être mis en œuvre. Alors que l'explosion de la recherche sur l'engagement des femmes auprès d'organisations extrémistes violentes a été favorisée par des avancées à la fois dans la théorie et les données, l'étude de la participation aux GAC en fonction du sexe, pour sa part, a été entravée par la rareté des données et un manque de recherche théorique. Le présent rapport entend remédier à au moins une de ces lacunes et ouvrir la voie à une recherche sur les dimensions sexospécifiques des GAC.

7 Lauren Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*, Washington DC, RESOLVE Network, 2019, [https://www.resolve.net.org/system/files/2020-11/RESOLVE\\_CBAGs\\_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf](https://www.resolve.net.org/system/files/2020-11/RESOLVE_CBAGs_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf)

8 Daniel Agbiboa, *Origines de la gouvernance hybride et de la mobilisation des communautés armées en Afrique subsaharienne* (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019), <https://doi.org/10.37805/cbags2019.2>.

9 Agbiboa : *Origines de la gouvernance hybride et de la mobilisation des communautés armées en Afrique subsaharienne*, 6.

10 Ibid.

11 Hisba est une structure responsable de l'application de la charia au sein des communautés islamiques du nord du Nigéria.

Le présent rapport apporte trois contributions principales. Son objectif initial est de faire le point sur l'état actuel de la littérature concernant la participation des femmes à la sécurité communautaire et de proposer un éventail de questions de recherche qui n'ont pas encore retenu l'attention des chercheurs. En second lieu, il passe en revue les comptes-rendus scientifiques existants consacrés au recrutement dans les GAC dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest – la Côte d'Ivoire, le Nigéria, la Sierra Leone et le Mali – afin d'y trouver des explications préliminaires à l'intégration des femmes dans les groupes armés communautaires. L'ensemble des cas abordés ne saurait être exhaustif ou géographiquement représentatif. Au lieu de cela, ce rapport se concentre sur plusieurs cas majeurs dans lesquels des GAC sont intervenus, dans le but d'examiner les rôles formels et informels que les femmes ont joué au sein de ces mouvements.

Cette étude applique une approche de traçage des processus, qui repose sur la description et le séquençage des événements en vue de faire des déductions sur le processus causal par lequel les femmes en arrivent à participer aux GAC. Un exercice inductif suggère un certain nombre d'explications pertinentes pouvant pousser à approfondir l'étude du genre au sein de ces groupes. À l'avenir, les chercheurs pourront utiliser des données de séries chronologiques transnationales pour étudier les possibilités de généralisation des relations proposées dans ce rapport. Troisièmement, reconnaissant que la recherche universitaire peut être en retard sur la pratique, cette étude propose, sur la base des cas retenus, un ensemble de recommandations préliminaires en matière de politiques à l'intention des praticiens désireux de mieux comprendre comment la dynamique du genre affecte le comportement des GAC d'Afrique de l'Ouest.

Compte tenu du peu d'attention que les universitaires accordent aux contributions des femmes à la sécurité de leurs communautés, il subsiste un certain nombre de questions sur l'étendue et la forme de la participation des femmes dans les groupes armés communautaires formels. Par exemple, nous ne savons toujours pas à quelle fréquence les femmes rejoignent ces organisations, ni les motifs de leur participation ou l'impact de celle-ci sur les communautés. En outre, un rapide coup d'œil sur les GAC contemporains en Afrique de l'Ouest révèle que l'implication des femmes varie selon les groupes et les régions géographiques, y compris au sein d'un même pays. Comment expliquer une telle variation ? Enfin, en quoi la participation des femmes aux GAC diffère-t-elle ou concorde-t-elle avec leurs activités au sein d'organisations dissidentes ? Ces questions devraient être examinées dans le cadre de recherches futures.

## DOCUMENTATION EXISTANTE SUR LA PARTICIPATION FORMELLE DES FEMMES AUX ORGANISATIONS POLITIQUES VIOLENTES

Les recherches existantes sur les femmes dans les organisations politiques violentes (OPV) constituent un point de départ utile pour comprendre les décisions derrière le recrutement de femmes dans les GAC, du fait de l'accent commun qui est mis sur le recours à la violence comme moyen principal pour un groupe d'atteindre ses objectifs politiques ; le recours à la violence est susceptible de constituer une incitation et un frein similaires au recrutement des femmes dans tous les types d'organisations politiques violentes. Ce corpus de documents s'articule autour de deux grandes catégories d'explications de l'adhésion formelle des femmes à des groupes violents non étatiques : le recrutement des femmes est fonction de l'offre et de la demande. Les facteurs du côté de l'offre expliquent pourquoi les femmes sont attirées par les politiques basées sur la violence, tandis que les explications du côté de la demande décrivent les motivations et les freins qui poussent une organisation à recruter ou non des femmes dans leurs rangs. Les arguments liés à l'offre avancent que les femmes rejoignent les organisations violentes pour des raisons personnelles, politiques et stratégiques. Les femmes sont attirées par les politiques



basées sur la violence en ce qu'elles offrent un moyen de vengeance, de rédemption et de représailles<sup>12</sup>, de promouvoir l'égalité des sexes et d'autres objectifs politiques<sup>13</sup>, de se protéger<sup>14</sup>, et parce qu'elles sont entraînées dans la rébellion sous la pression de connexions préexistantes avec les réseaux<sup>15</sup>.

Il est intéressant de noter qu'à quelques exceptions près, les motivations des femmes, en particulier celles centrées sur des préoccupations pratiques telles que la protection et d'autres avantages matériels, et celles centrées sur les affinités politiques et la vengeance, reflètent largement les facteurs de motivation des combattants masculins.<sup>16</sup> En d'autres termes, les explications du côté de l'offre, si elles décrivent les raisons pour lesquelles un individu sera attiré par une organisation, un mouvement ou une cause particulière, ne sont pas nécessairement à même d'expliquer si ou quand il en deviendra membre, ni les rôles qu'il adoptera au sein de ces groupes, le cas échéant.<sup>17</sup> En outre, les hommes et les femmes ayant des motivations largement similaires, les explications du côté de l'offre ne suffisent pas à expliquer la tendance des hommes à participer plus fréquemment que les femmes aux violences. Par conséquent, afin de mieux comprendre pourquoi les femmes ne participeront pas forcément aux violences politiques malgré de fortes motivations en ce sens, les chercheurs se sont penchés sur la prise de décision de groupe ou les explications du côté de la demande.

Les explications du côté de la demande, qui tentent de déterminer quand, pourquoi et comment les organisations créent un espace en vue du recrutement de femmes, évoquent essentiellement les questions du recrutement selon le sexe en termes de coûts ou de bénéfices attendus de l'inclusion des femmes. Les organisations politiques violentes sont plus enclines à envisager le recrutement de femmes lorsque les décisions de diversification ont peu de chances de mener à la discorde. Les groupes dont les idéologies intègrent des idéaux égalitaires de genre, comme les organisations de gauche<sup>18</sup> et celles

- 
- 12 Miranda Alison, « Cogs in the wheel? Women in the Liberation Tigers of Tamil Eelam » (« De simples rouages dans la machine ? Les femmes au sein des Tigres de libération de l'île de Ceylan »), *Civil Wars* 6, n° 4 (2003) : 37–54 ; Yoram Schweitzer, « Palestinian Female Suicide Bombers: Reality vs. Myth? » (« Les femmes kamikazes palestiniennes : réalité ou mythe ? »), Memorandum n° 84 Jaffee Center for Strategic Studies, université de Tel Aviv, 2006 ; Miranda Alison, *Women and Political Violence: Female Combatants in Ethno-national Conflict* (« Les femmes et les violences politiques : les combattantes dans les conflits ethno-nationaux ») (New York : Routledge, 2009).
- 13 Karen Kampwirth, *Feminism and the Legacy of Revolution: Nicaragua, El Salvador, Chiapas* (« Le féminisme et l'héritage de la révolution : Nicaragua, El Salvador, Chiapas ») (Ohio University Press, 2014) ; Jocelyn Viterna, *Women in War: The Microprocesses of Mobilization in El Salvador* (« Les femmes face à la guerre : les microprocessus de mobilisation au Salvador ») (Oxford : Oxford University Press, 2013) ; Karla J. Cunningham, « Cross-Regional Trends in Female Terrorism » (« Tendances transrégionales du terrorisme féminin »), *Studies in Conflict and Terrorism* 26, n° 3 (2003) : 171–195 ; Maxine Molyneux, « Mobilization without Emancipation? Women's Interests, the State, and Revolution in Nicaragua » (« Mobilisation sans émancipation ? Les intérêts des femmes, l'État et la révolution au Nicaragua »), *Feminist Studies* 11, n° 2 (1985) : 227–54.
- 14 Dara Kay Cohen, « Dueling Incentives: Sexual Violence in Liberia and the Politics of Human Rights Advocacy » (« Dualité des motivations : violence sexuelle au Libéria et politique de défense des droits humains ») *Journal of Peace Research* 49, n° 3 (2012) : 445–458 ; Irma Specht, *Red Shoes: Experiences of Girls-Combatants in Liberia* (« Les chaussures rouges : expériences des filles-combattantes au Libéria ») (Genève : Bureau international du travail, 2006) ; Miranda, *Women and Political Violence*, 2009.
- 15 Natalia Herrera et Douglas Porch, « 'Like Going To A Fiesta'—The Role of Female Fighters in Colombia's FARC-EP » (« Comme se rendre à une fête — Le rôle des combattantes au sein des FARC-EP en Colombie »), *Small Wars & Insurgencies* 19, n° 4 (2008) : 609–634 ; Viterna, *Women in War*, 2013 ; Chris Coulter, « Female Fighters in the Sierra Leone War: Challenging the Assumptions? » (« Les femmes combattantes dans la guerre en Sierra Leone : des hypothèses contestées ? »), *Feminist Review* 88 (2008) : 54–73.
- 16 Elisabeth Jean Wood, « The Social Processes of Civil War: The Wartime Transformation of Social Networks » (« Les processus sociaux de la guerre civile : la transformation des réseaux sociaux en temps de guerre »), *Annual Review of Political Science* 11 (2008) : 539–661 ; Laura Sjoberg et Caron Gentry, *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics* (« Mères, monstres, prostituées : La violence des femmes dans la politique mondiale ») (Londres : Zed Books, 2007) ; Laura Sjoberg et Caron Gentry, *Women, Gender, and Terrorism* (« Femmes, genre et terrorisme ») (Athens, GA : University of Georgia Press, 2009).
- 17 Jakana L. Thomas et Kanisha D. Bond, « Women's Participation in Violent Political Organizations » (« La participation des femmes aux organisations politiques violentes »), *American Political Science Review* 109, n° 3 (2015) : 3488–506.
- 18 Reed M. Wood et Jakana L. Thomas, « Women on the Frontline: Rebel Group Ideology and Women's Participation in Violent Rebellion » (« Les femmes au front : Idéologie des groupes rebelles et participation des femmes à la rébellion violente »), *Journal of Peace Research* 54, n° 1 (2017) : 31–46 ; Reed M. Wood, *Female Fighters: Why Rebel Groups Recruit Women for War* (« Femmes combattantes : pourquoi les groupes rebelles recrutent des femmes pour la guerre ») (Columbia University Press, 2019) ; Alexis Leanna Henshaw, *Why Women Rebel: Understanding Women's Participation in Armed Rebel Groups* (« Pourquoi les femmes se rebellent : comprendre la participation des femmes aux groupes rebelles armés ») (Taylor & Francis, 2016).

défendant des idéologies de genre positives<sup>19</sup>, trouveront le recrutement de femmes intéressant et moins coûteux. Ces groupes attireront également un plus grand nombre de recrues féminines volontaires. De la même façon, les organisations qui sont convaincues des capacités des femmes – ou affirment l’être dans leur discours – trouveront les recrues féminines plus intéressantes.<sup>20</sup>

Le recrutement des femmes est également fonction des décisions stratégiques et tactiques prises par un groupe.<sup>21</sup> Les organisations confrontées à des pénuries de main-d’œuvre ou à d’autres contraintes de ressources seront plus enclines à intégrer des femmes.<sup>22</sup> Celles qui usent d’un recrutement coercitif seront plus susceptibles de recourir à toute personne en bonne santé, y compris des femmes.<sup>23</sup> Les groupes privilégiant une action clandestine seront également plus enclins à ouvrir l’adhésion aux femmes pour tirer parti des stéréotypes de genre selon lesquels elles sont plus pacifiques, inoffensives et innocentes dans leurs efforts pour exploiter leurs cibles.<sup>24</sup> Les militants soucieux de leur image auront eux aussi tendance à diversifier leurs propres rangs, compte tenu du regain de légitimité que l’on peut attendre de la participation des femmes.<sup>25</sup> En outre, les groupes pourront compter sur des recrues féminines pour encourager les hommes à se livrer à des violences et faire honte à ceux qui choisissent de ne pas le faire.<sup>26</sup> Enfin, la participation des femmes sera la plus probable lorsque les facteurs d’offre et de demande seront réunis. Les femmes sont plus attirées par les organisations qui offrent des avantages spécifiques aux femmes (p. ex., égalité des sexes, pouvoir politique, compétences) ainsi qu’une autonomie et des canaux clairs de diffusion de l’influence féminine, tandis que les groupes qui offrent déjà des avantages spécifiques aux femmes trouvent plus facile d’intégrer la diversité des genres dans leurs rangs<sup>27</sup>.

Ces ressources documentaires constituent un cadre utile pour comprendre l’engagement des femmes dans la rébellion violente. Cependant, la plupart de ces travaux fondent leurs hypothèses sur des données concernant des organisations rebelles et terroristes.<sup>28</sup> Le fait qu’ils se concentrent exclusivement sur des groupes engagés

19 Thomas et Bond, « Women’s Participation in Violent Political Organizations », 2015.

20 Jakana L. Thomas et Reed M. Wood, « The Social Origins of Female Combatants » (« Les origines sociales des combattantes »), *Conflict Management and Peace Science* 35, n° 3 (2018) : 215–232.

21 Pheobe Donnelly, « The Interactive Relationship between Gender and Strategy » (« La relation interactive entre le genre et la stratégie »), *Global Society* 32, n° 4 (2018) : 457–476.

22 Wood, *Female Fighters*, 2019 ; Jason Warner et Hilary Matfess, « Exploding Stereotypes: The Unexpected Operational and Demographic Characteristics of Boko Haram’s Suicide Bombers » (« L’explosion des stéréotypes : Les caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des auteurs d’attentats-suicides de Boko Haram »), Combating Terrorism Center, 2017.

23 Dara Kay Cohen et Amelia Hoover Green, « Sexual Violence in Liberia and the Politics of Human Rights Advocacy » (« Violence sexuelle au Libéria et politique de défense des droits humains »), *Journal of Peace Research* 49, n° 3 (2012) : 445–458 ; Thomas et Bond, « Women’s Participation in Violent Political Organizations » ; Henshaw, *Why Women Rebel* ; Wood et Thomas, « Women on the Frontline » ; Thomas et Wood, « The Social Origins of Female Combatants ».

24 Lindsey A. O’Rourke, « What’s Special About Female Suicide Terrorism? » (« Qu’est-ce que les attentats-suicides commis par des femmes ont de si spécial ? »), *Security Studies* 18, n° 4 (2009) : 681–71 ; Cunningham, « Cross-Regional Trends in Female Terrorism » ; Thomas et Bond, « Women’s Participation in Violent Political Organizations » ; Henshaw, *Why Women Rebel* ; Wood, *Female Fighters*.

25 Elise Barth, « Peace as Disappointment: The Reintegration of Female Soldiers in Post-conflict Societies: A Comparative Study from Africa » (« La déception de la paix : La réintégration des femmes soldats dans les sociétés post-conflit, une étude comparative de l’Afrique »), International Peace Research Institute, Oslo, août 2002 ; Judith Steim, « The Effect of Myths about Military Women on the Waging of War » (« L’effet des mythes au sujet des femmes militaires sur la conduite de la guerre »), dans *Women and the Military System* (« Les femmes et le système militaire »), dir. Eva Isaksson (New York : St. Martin’s, 1988) ; Devorah Manekin et Reed M. Wood, « Framing the Narrative: Female Fighters, External Audience Attitudes, and Transnational Support for Armed Rebellions » (« Cadrer le récit : combattantes, attitudes du grand public et soutien transnational aux rébellions armées »), *Journal of Conflict Resolution*, 26 mars 2020.

26 Linda Grant De Pauw, *Battle Cries and Lullabies: Women in War from Prehistory to the Present* (« Cris de guerre et berceuses : les femmes dans la guerre, de la préhistoire à nos jours ») (Norman, OK : University of Oklahoma Press, 1998) ; Alisa Stack, « Zombies versus Black Widows: Women as Propaganda in The Chechen Conflict » (« Zombies contre veuves noires : les femmes, outils de propagande dans le conflit tchétchène »), dans Sjoberg et Gentry, *Women, Gender and Terrorism*, 2011) ; Barth 2002.

27 Kampwirth, *Feminism and the Legacy of Revolution* ; Shelli Israelsen, « Women in Charge: The Effect of Rebel Governance and Women’s Organizations on Karen Women’s Political Participation » (« Les femmes aux commandes : L’effet de la gouvernance rebelle et des organisations de femmes sur la participation politique des femmes Karen »), *Civil Wars* 20, n° 3 (2018) : 379–407.

28 Voir, par exemple, Wood et Thomas, « Women on the Frontline » ; Thomas et Wood, « The Social Origins of Female Combatants » ; et Henshaw, *Why Women Rebel*.



dans la lutte contre l'État, de même que l'absence de recherche systématique sur d'autres groupes armés non étatiques, ont conduit les chercheurs à généraliser ces conclusions à tous les groupes armés. Thomas et Bond font exception en ce qu'ils examinent la participation des femmes dans un échantillon d'organisations politiques violentes africaines qui comprend des organisations d'autodéfense communautaires<sup>29</sup>. Pourtant, même cette étude ne se penche pas sur la question de savoir si la participation des femmes diffère entre les groupes organisés pour et contre l'État. Une telle omission peut être importante, néanmoins, car les motivations des femmes à s'engager dans une lutte contre l'État peuvent ne pas correspondre à celles des femmes mobilisées pour maintenir le statu quo. Par exemple, la recherche affirme que les femmes qui entendent maintenir le statu quo sont souvent moins attirées par les organisations rebelles et terroristes, qui ont tendance à être subversives. Elles pourraient à l'inverse être davantage attirées par les GAC qui œuvrent à renforcer les structures politiques existantes et les politiques qui soutiennent les communautés. De même, bien que les femmes soient moins susceptibles de participer à des organisations religieuses rebelles<sup>30</sup>, la religion et les motivations religieuses peuvent les pousser à rejoindre les GAC. Comprendre les similitudes et les différences entre le recrutement pour les GAC et pour les OPV subversives est donc primordial.

Bien qu'il existe probablement des différences clés entre les organisations rebelles et les groupes armés communautaires, certains des facteurs de motivation de la participation des femmes auront de grandes chances d'être similaires entre les différents types de groupes armés, en particulier si l'on prend en compte les explications du côté de l'offre. Par exemple, les femmes sont susceptibles de chercher à se protéger de la violence, que les groupes armés y aient recours pour soutenir ou pour s'opposer au gouvernement. Les motivations de vengeance et de représailles peuvent également expliquer le désir des femmes de participer à la violence contre les rebelles prédateurs et les États. Du côté de la demande, les organisations qui souffrent de pénuries de main-d'œuvre et celles qui ont généralement des politiques de recrutement non discriminatoires sont susceptibles de recruter des femmes. Le recrutement forcé devrait donc expliquer la participation des femmes dans tous les types de groupes armés. En outre, si des GAC donnent la priorité à une action clandestine, ils pourront trouver utile de faire appel aux femmes. Le présent rapport évalue la validité de certaines de ces explications du côté de la demande en vue d'une compréhension des modèles de participation féminine aux GAC.

En se concentrant sur les cas susmentionnés en Afrique de l'Ouest, on génère un certain nombre d'idées nouvelles. Premièrement, ce rapport démontre que les femmes sont souvent motivées à participer à des organisations de sécurité communautaires pour bon nombre des mêmes raisons qui leur font rejoindre des organisations rebelles. Les motivations personnelles recoupent souvent des vecteurs pratiques et politiques pour déterminer l'offre de femmes aux GAC. En Côte d'Ivoire, au Mali et en Sierra Leone, les femmes ont rejoint des organisations communautaires afin d'assurer leur propre protection ainsi que celle de leurs communautés. Pour certaines femmes, la vengeance et les représailles constituaient un moteur aussi puissant que les convictions politiques. Deuxièmement, les explications du côté de la demande coïncident en grande partie avec celles mises en évidence dans les recherches sur les organisations politiques violentes. En particulier, les groupes communautaires d'autodéfense et paramilitaires recrutent des femmes pour combler les pénuries de main-d'œuvre, pour s'assurer des avantages tactiques uniques et lorsque la participation des femmes est pour l'essentiel compatible avec les normes communautaires. Lorsque l'implication des femmes dans les questions de sécurité et de politique est incompatible avec l'idéologie d'une communauté, leur participation risque d'être moins formelle<sup>31</sup>.

29 Thomas et Bond, « Women's Participation in Violent Political Organizations ».

30 Les femmes participent à certaines organisations religieuses, mais elles sont davantage susceptibles d'adhérer à des organisations laïques. Wood et Thomas, « Women on the Frontline ».

31 Dyan Mazurana, « Women, Girls and Non-State Armed Opposition Groups » (« Les femmes, les jeunes filles et les groupes d'opposition armés non étatiques »), dans *Women and Wars: Contested Histories, Uncertain Futures* (« Les femmes et les guerres : Des histoires

Les sections suivantes portent sur la participation des femmes aux GAC tant du point de vue de l'offre que de la demande et donnent un aperçu des modalités particulières par lesquelles les femmes sont venues imprimer une dimension de genre dans les organisations armées communautaires. Enfin, ce rapport examine les implications en termes de politiques et de pratique sur le plan de la sécurité et du développement, pour lesquels il formule des recommandations.

## RAPPORTS EXISTANTS SUR L'IMPLICATION DES FEMMES DANS LES GAC D'AFRIQUE DE L'OUEST

Le Nigéria, la Côte d'Ivoire et le Mali ont été la cible d'une activité importante des GAC ces dernières années. Au Mali, des milices comme le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et le Ganda Koy, qui opèrent depuis des décennies, ont pris de plus en plus d'importance depuis que la crise a éclaté en 2011 dans le nord du pays.<sup>32</sup> La montée en puissance des milices d'autodéfense maliennes est due à l'insuffisance des efforts de protection et de sécurité de la part du gouvernement malien.<sup>33</sup> De même, les justiciers nigériens combent depuis longtemps les lacunes consécutives à la faiblesse des services de police et au déclin des services gouvernementaux, en particulier dans les zones rurales.<sup>34</sup> Ces milices ont été constituées par des communautés laissées sans défense par des forces de sécurité absentes, corrompues ou politisées qui ont « échoué à protéger l'intégrité territoriale du Nigéria »<sup>35</sup>. Les civils nigériens se sont mobilisés pour se protéger des militants tout comme des forces de contre-insurrection.<sup>36</sup> La défense communautaire dans le nord-est du Nigéria a été invariablement façonnée par un manque de confiance en l'État<sup>37</sup>.

L'Oodua People's Congress (« Congrès du peuple oodua », ou OPC), un groupe ethno-nationaliste yoruba qui est apparu comme un mouvement de protestation pro-démocratie au Nigéria dans les années 1990, s'est transformé en milice en réponse à la corruption et à la répression croissantes des forces de sécurité et à l'expansion de la criminalité au Yorubaland. La Hisba islamique, une structure de sécurité informelle formée dans le nord du Nigéria à la fin des années 1990, a débuté en tant qu'organisation communautaire de surveillance mais s'est institutionnalisée dans certains États du Nigéria, à savoir Zamfara et Kano dans le nord-ouest.<sup>38</sup> La nécessité d'un tel organe de police informel est apparue comme une réaction à l'inaptitude perçue des autorités locales de l'État en matière d'application des codes moraux tels qu'ils sont dictés par la loi islamique ; la justice rendue par la Hisba est perçue comme impartiale et moins corrompue que celle

---

contestées, des futurs incertains », dir. Carol Cohn (Malden: Polity Press, 2013), 164.

- 32 Lackenbauer, Helené, Magdalena Tham Lindell et Gabriella Ingerstad, « If Our Men Won't Fight, We Will : A Gendered Analysis of the Armed Conflict in Northern Mali » (« Si nos hommes ne veulent pas se battre, nous nous en chargerons : Analyse sexospécifique du conflit armé dans le nord du Mali »), FOI-R, novembre 2015.
- 33 Lackenbauer et al., « If Our Men Won't Fight, We Will » ; Marc-André Boisvert, « Failing at Violence: the Longer-lasting Impact of Pro-government Militias in Northern Mali Since 2012 » (« L'échec de la violence : Impact à long terme des milices pro-gouvernementales dans le nord du Mali depuis 2012 »), *African Security* 8, n° 4 (2015) : 272–298.
- 34 Georgia Holmer, « Nigeria's Double-Edged Front Line » (« La ligne de front à double tranchant du Nigéria »), *Foreign Policy*, décembre 2014 ; « Gardiens du lac Tchad : les groupes d'autodéfense face à Boko Haram », International Crisis Group, n° 244, février 2017.
- 35 Mustapha Muhammad et Chris Kay, « Vigilantes Fight Battle for Nigeria Against Boko Haram » (« Les justiciers luttent pour le Nigéria contre Boko Haram »), *The Leader-Post*, 18 décembre 2014.
- 36 « Gardiens du lac Tchad », International Crisis Group ; Alexis Okeowo, « The Women Fighting Boko Haram » (« Ces femmes qui combattent Boko Haram »), *The New Yorker*, 22 décembre 2015.
- 37 Oluwaseun Bamidele, « Civilian Joint Task Force (CJTF) – A Community Security Option: A Comprehensive and Proactive Approach of Reducing Terrorism » (« Force d'intervention civile conjointe (FICC) – Une option de sécurité communautaire : approche exhaustive et proactive pour la réduction du terrorisme »), *Journal for Deradicalization* 7 (2016) : 124–144.
- 38 Fatima L. Adamu, « Gender, Hisba and the Enforcement of Morality in Northern Nigeria » (« Genre, Hisba et promotion de la moralité dans le nord du Nigéria »), *Africa* 78, n° 1 (2008) : 136–152.

administrée par la police d'État<sup>39</sup>. Le Congrès panafricain des jeunes et des patriotes (connu également sous le nom de « Jeunes patriotes ») a été fondé en 2001 pour soutenir le président ivoirien Laurent Gbagbo en raison de la faiblesse de ses forces armées et des menaces omniprésentes à l'encontre de son leadership.

En l'absence d'institutions centrales fortes qui exercent le pouvoir et assurent la sécurité, les communautés ont été contraintes de recourir à des solutions de sécurité locales, ce qui a augmenté le nombre d'acteurs armés et attisé les flammes du conflit au Mali, au Nigéria et en Côte d'Ivoire. Pourtant, malgré ces effets externes négatifs, les forces étatiques ont reconnu l'intérêt de la défense civile. Le Mali est devenu dépendant de milices locales pour repousser les groupes rebelles séparatistes touaregs (MNLA) et islamistes (par exemple, Ansar Dine, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest [MUJAO], al-Qaïda au Maghreb islamique [AQMI], le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM]) opérant en toute impunité au Mali, tandis que la contribution de la FICC de l'État du Borno a été jugée indispensable aux efforts antiterroristes du gouvernement nigérian contre Boko Haram. Dans les deux cas, les GAC ont pu tirer parti de leurs liens avec les communautés locales pour assurer une meilleure sécurité, ce qui a été largement toléré et parfois exploité par l'État. Cela suggère l'existence de relations négociées avec les deux États, selon la typologie de Van Metre.<sup>40</sup> De son côté, l'OPC assure diverses fonctions de gouvernance locale, notamment la lutte contre la criminalité, la prise en charge des institutions publiques criminalisées et la résolution des différends locaux.<sup>41</sup> Bien que ses oppositions et dissensions vis-à-vis de l'État nigérian et des forces de sécurité locales soient bien connues, l'OPC intervient également dans la politique nationale, ce qui a, d'une certaine manière, légitimé l'État<sup>42</sup>. Ainsi, l'OPC peut être considéré comme un GAC ayant avec l'État nigérian à la fois une relation contrainte et négociée, ce qui est conforme à la typologie de Van Metre.

## COMMENT LES FEMMES PARTICIPENT-ELLES AUX GAC ?

Lorsque leurs communautés ont été obligées de se mobiliser pour assurer la sécurité, les femmes maliennes, nigérianes et ivoiriennes ont répondu présentes. Les femmes d'Afrique de l'Ouest ont clairement apporté une contribution aux GAC ; pourtant, la forme et la fréquence de leur participation ont considérablement varié d'une communauté, d'une culture et d'une région à l'autre. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, des femmes ont endossé des rôles formels et informels dans les GAC dans le but à la fois de faire la guerre et de semer la paix. Elles ont été intronisées comme membres officiels dans certains GAC, et cantonnées au seul statut de partisans ou d'associées dans d'autres. Dans le conflit malien, elles ont le plus souvent participé en tant qu'informatrices ; elles ont aidé à transmettre des informations aux rebelles et ont sécurisé leurs communautés en dénonçant les criminels présumés aux miliciens.<sup>43</sup> Des femmes ont également agi comme fournisseurs de biens matériels et de services économiques et soutenu le conflit en épousant des combattants.<sup>44</sup> Des femmes de tout le pays ont également participé de

39 Adamu, 2008 ; Ernest Ogbosor, « Understanding the Informal Security Sector in Nigeria » (« Comprendre le secteur informel de la sécurité au Nigéria »), Special Report 391. Washington, D.C. : Institut des États-Unis pour la paix, 2016.

40 Van Metre, « *D'auto-défenseurs à justiciers* ».

41 Insa Nolte, « "Without Women, Nothing Can Succeed": Yoruba Women in the Oodua People's Congress (OPC), Nigeria » (« "Sans les femmes, rien ne peut réussir" : les femmes yorubas au sein de l'Oodua People's Congress [OPC], Nigéria »), *Africa* 78, n° 1 (2008) : 84–106.

42 Nolte, « "Without Women, Nothing Can Succeed" ».

43 Zoe Gorman et Grégory Chauzal, « 'Hand in Hand': A Study of Insecurity and Gender in Mali » (« "Main dans la main" : une étude sur l'insécurité et le genre au Mali »), *SIPRI Insights on Peace and Security*, 2019/6.

44 Si certaines Maliennes ont été contraintes de nouer de telles relations avec des combattants, d'autres y ont librement consenti (Gorman et Chauzal, 2019). De même, au Nigéria, les femmes battues ont souvent été victimes de mariage forcé par Boko Haram, bien que dans

manière officielle. Les femmes du Centre du Mali ont davantage eu tendance à rejoindre officiellement les milices et les mouvements dissidents violents, au contraire de celles du Nord<sup>45</sup>.

La participation des femmes à la milice Ganda Koy dans le nord du Mali, par exemple, a été significative, même si elle a été peu fréquente.<sup>46</sup> Certaines ont reçu une formation militaire qui leur a permis de servir dans des opérations de combat, tandis que d'autres ont fait partie de la direction de la milice, ce qui leur a donné les moyens de transcender les rôles de la sphère domestique.<sup>47</sup> Mais malgré cette égalité des chances, on attendait encore des femmes qu'elles accomplissent une bonne partie du travail de soutien à la milice, dont la cuisine et le nettoyage.<sup>48</sup> Des femmes maliennes ont également servi dans les Forces patriotiques de résistance (FPR), une coalition d'une demi-douzaine de milices dont le Front pour la libération des régions du nord (FLN), formé en 2012 pour combattre les insurgés armés dans le nord.<sup>49</sup> Les recrues féminines du FLN reçoivent une formation militaire et sont tenues de prendre part aux combats contre les insurgés qui terrorisent le nord. Si les femmes touarègues ont également contribué à la sécurité dans le Nord du Mali, elles l'ont fait de manières différentes. Les femmes figuraient en bonne place dans la propagande des organisations rebelles touarègues, ce qui indique qu'elles pourraient avoir participé en tant que combattantes à ces groupes.<sup>50</sup> Elles ont également assuré un soutien logistique aux rebelles, essentiellement sous forme de collecte d'informations<sup>51</sup>. Il semble cependant qu'elles aient été généralement moins actives dans les milices d'autodéfense, tout du moins en tant que membres officielles.

Les femmes nigérianes ont elles aussi participé à nombre de groupes armés communautaires dans plusieurs conflits et à plusieurs moments. Des femmes Anioma se sont portées volontaires pour la milice de défense civile biafraise à la fin des années 1960 afin d'assurer la sécurité locale pendant la guerre entre le Nigéria et le Biafra, au cours de laquelle elles ont été généralement considérées comme indispensables à l'effort de guerre.<sup>52</sup> Selon Amadiume, « les femmes ont constitué un noyau fort de la milice » mais ont aussi permis que toute la nation soit nourrie et que l'économie du Biafra reste solvable.<sup>53</sup> Ainsi, bien que des femmes aient été officiellement membres de la milice, leur travail de soutien a été tout aussi vital. Des femmes nigérianes participent également à l'Oodua People's Congress (OPC) et à la Hisba islamique. Certaines

---

certains cas, les familles aient choisi de donner leurs filles en mariage en contrepartie de généreuses dots. Certaines filles choisissent d'elles-mêmes de se marier à des combattants, appâtées par la perspective d'un gain financier.

45 Gorman et Chauzal, « 'Hand in Hand' ».

46 Andrew Hernandez, « The Ganda Koy Militia: Ethnicity, Politics and Mobilisation in Northern Mali » (« La milice Ganda Koy : Ethnicité, politique et mobilisation dans le nord du Mali »), dans *Identités sahéliennes en temps de crise : Histoires, enjeux et perspectives*, dir. Baz Lecoq et Amy Niang, *LIT Verlag Münster*, 2019.

47 Lackenbauer et al., « If Our Men Won't Fight, We Will », 46 ; Hernandez, « The Ganda Koy Militia ».

48 Jerome Starkey, « Women are Bent on Revenge Against Tuareg Rebels in Mali » (« Les femmes sont déterminées à se venger des rebelles touaregs au Mali »), *The Times*, 23 novembre 2012.

49 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Mali : Le Front de libération des régions du Nord (FLN) [également appelé Forces de libération des régions du Nord, Front de libération du Nord et Front de libération nationale], y compris ses activités ; liens avec les Songhaïs ; traitement des membres du groupe et des personnes d'origine songhaï par l'État (2014-juillet 2016), 5 juillet 2016, ML1105562.FE, consultable sur : <https://www.refworld.org/docid/598c71074.html> (en anglais), consulté le 14 avril 2020.

50 Lackenbauer et al., « If Our Men Won't Fight, We Will ».

51 Gorman et Chauzal, « 'Hand in Hand' » ; Lackenbauer et al., « If Our Men Won't Fight, We Will ».

52 Ifi Amadiume, « Women's Political History » (« L'histoire politique des femmes », *West Africa 1839–1838* : (1984) 10 ; Egodi Uchendu, *Women and Conflict in the Nigerian Civil War* (« Les femmes et les conflits dans la guerre civile nigériane ») (Trenton, NJ : Africa World Press, 2007) ; Amina Mama et Margo Okazawa-Rey, « Militarism, Conflict and Women's Activism in the Global Era: Challenges and Prospects for Women in Three West African Contexts » (« Militarisme, conflits et activisme des femmes à l'ère de la mondialisation : défis et perspectives pour les femmes dans trois contextes ouest-africains »), *Feminist Review* 101, n° 1 (2012) : 97-123 ; Judith Van Allen, « Aba Riots or the Igbo Women's War? Ideology, Stratification and the Invisibility of Women » (« Émeutes d'Aba ou guerre des femmes Igbo ? Idéologie, stratification et invisibilité des femmes »), *Ufahamu : A Journal of African Studies* 6, n° 1 (1975) : 11–39. Jane Bryce, « What is the Country? Reimagining National Space in Women's Writing on the Biafran War » (« Quel pays ? Réimaginer l'espace national dans les écrits des femmes sur la guerre du Biafra »), dans *Writing the Nigeria-Biafra War* (« Écrire la guerre du Biafra »), dir., Toyin Falola et Ogechukwu Ezekwem, Boydell et Brewer, 2016.

53 Amadiume, « Women's Political History » ; Van Allen, « Aba Riots or the Igbo Women's War? »

femmes ont figuré parmi les membres fondateurs et dirigeants de l’OPC ; elles constitueraient jusqu’à 20 % des 3 millions de membres de l’organisation<sup>54</sup>. Bien que les femmes membres de l’OPC soient généralement dissuadées de participer activement à des activités d’autodéfense violente<sup>55</sup>, elles jouent toujours un rôle de premier plan dans les fonctions de sécurité de l’organisation<sup>56</sup>. Au sein de la Hisba, le rôle des femmes s’est essentiellement limité à la promotion des vertus morales au sein des communautés musulmanes.

Ces dernières années, des dizaines de femmes nigérianes ont également rejoint les GAC pour combattre l’insurrection de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria. En 2017, on dénombrait au sein de la FICC plus d’une centaine de miliciennes déclarées, même si un bien plus grand nombre de femmes entretiendraient des liens informels avec le groupe.<sup>57</sup> Selon d’autres estimations, la FICC pourrait compter le double de femmes dans ses rangs.<sup>58</sup> Les femmes occupent à la fois des fonctions de soutien et un rôle militaire actif. En plus de leur participation au combat, des femmes sont employées pour garder des camps de personnes déplacées à l’intérieur du pays (PDI) et interviennent fréquemment pour fouiller les femmes suspectes aux postes de contrôle. Ce dernier rôle est particulièrement important compte tenu du grand nombre de femmes utilisées par Boko Haram comme kamikazes. Des femmes se sont également engagées dans la collecte officielle de renseignements et ont travaillé officieusement comme informatrices<sup>59</sup>. Kungiyar marhaba, milice multiethnique et mixte de longue date officiant dans l’État nigérian du Borno, compte aussi des femmes dans ses rangs. Elle est chargée depuis des générations de pourvoir la nourriture pour la consommation communautaire et de protéger les dirigeants politiques traditionnels et les frontières des incursions extérieures. Dans ce groupe, les miliciennes se voient assigner des tâches similaires à celles des hommes, dont celles liées à la chasse et à la défense communautaire.

Enfin, des femmes ont pris part à la fois aux milices ivoiriennes pro-gouvernementales (c’est-à-dire les Jeunes patriotes)<sup>60</sup> et aux organisations rebelles (c’est-à-dire, les Forces Nouvelles de Côte d’Ivoire – FNCI)<sup>61</sup>, bien que l’on en sache beaucoup moins sur leur participation aux GAC du pays. Les études existantes montrent cependant clairement que la contribution des femmes ivoiriennes aux conflits et à la sécurité est importante.

## QUAND LES FEMMES PARTICIPENT-ELLES AUX GAC ?

Il est évident que les femmes ont participé de manières formelle et informelle à de nombreux GAC nigériens, maliens et ivoiriens, mais comment expliquer le degré et la forme de leur participation ? Globalement, la variation de la participation des femmes dans les GAC semble avoir été motivée par plusieurs facteurs notables du côté de l’offre et de la demande. Du côté de l’offre, les désirs de protection, de rétribution, de parité hommes-femmes, et la volonté de défendre sa patrie sont des explications particulièrement

54 Nolte, « ‘Without Women, Nothing Can Succeed’ » ; Selon Guichaoua (2010), seuls environ 10 % de l’organisation sont composés de femmes.

55 Nolte, « ‘Without Women, Nothing Can Succeed’ » ; Guichaoua, 2010.

56 Nolte, « ‘Without Women, Nothing Can Succeed’ ».

57 « Gardiens du lac Tchad », International Crisis Group ; Orji Sunday, « The Brave Women Fighting Boko Haram in Nigeria » (« Les femmes courageuses qui combattent Boko Haram au Nigéria »), *Al Jazeera*, 10 juillet 2019.

58 Sally Hayden, « Nigeria’s self-styled Warriors: Meet the Vigilante Army Taking on the World’s Deadliest Terror Group » (« Les guerriers autoproclamés du Nigéria : faites connaissance avec l’armée d’autodéfense qui s’attaque au groupe terroriste le plus meurtrier au monde »), *Vice News*, 28 avril 2016 ; « Nigéria : Les femmes et Boko Haram », International Crisis Group, n° 242, décembre 2016.

59 « Nigéria : Les femmes et Boko Haram », International Crisis Group ; Warner et Matfess 2017.

60 Ofeibea Quist-Arcton, « Ivory Coast’s ‘Young Patriots’ Volunteer To Fight » (« Les “Jeunes patriotes” de Côte d’Ivoire se portent volontaires pour combattre »), NPR, 2011.

61 Kamina Diallo, « When Women Take Part in the Rebellion: The Ex-Fighters from Ivory Coast » (« Quand les femmes prennent part à la rébellion : les ex-combattantes de Côte d’Ivoire »), 2017.



importantes. Du côté de la demande, des considérations d'ordre stratégique ainsi que les normes de genre et les institutions participatives au niveau de la communauté et du groupe aident à éclaircir la présence et le rôle des femmes dans les GAC. Ces explications sont examinées chacune à leur tour.

## Explications du côté de l'offre

Conformément à ce que révèlent les recherches transnationales existantes sur la participation des femmes à des organisations politiques violentes, les miliciennes semblent être motivées par des facteurs similaires à leurs camarades masculins, même si elles ne font pas toujours les mêmes tâches ou ne sont pas confrontées aux mêmes obstacles pour participer.<sup>62</sup> Peu de raisons de vouloir adhérer aux GAC semblent être propres aux seules femmes, la quête de l'égalité des sexes faisant figure d'exception notable. Par exemple, le sentiment de responsabilité envers sa communauté ou de devoir envers sa patrie a motivé de nombreux hommes et femmes à rejoindre les GAC. En Côte d'Ivoire, des hommes et des femmes ont rejoint des organisations rebelles et des milices pro-gouvernementales pour défendre leur patrie<sup>63</sup>. Une recrue pro-Gbagbo, Jo Nicole, a justifié sa participation à la milice des Jeunes patriotes en déclarant : « Notre pays a été attaqué par des rebelles et des terroristes. Nous devons libérer ce pays. Je n'ai pas peur. Je vais prendre une kalachnikov et libérer mon pays. » Cette perspective correspond au cri de ralliement (« Libérons notre pays ! ») des Jeunes patriotes, qui ont promis de « mourir pour leur patrie »<sup>64</sup>. Les femmes rebelles des Forces nouvelles (comme les hommes) ont également invoqué des idéaux de nationalisme et déclaré agir pour défendre leur pays<sup>65</sup>. Cela n'a rien d'étonnant dans la mesure où le courant qui balaye les crises ivoiriennes depuis les années 1990 est animé par des questions de citoyenneté et d'identité nationale, souvent regroupées sous le terme d'« ivoirité » ; les politiciens et leurs partisans des deux côtés des conflits prétendent se battre pour la nation.

Les femmes maliennes ont aussi rejoint les milices par sens du devoir. Aminata, membre de la milice malienne Ganda Koy, a déclaré qu'elle avait eu d'autre choix que de rejoindre le groupe après avoir été témoin du traitement réservé à son peuple et de la réticence de l'armée à faire quoi que ce soit à ce sujet.<sup>66</sup> Une autre recrue, Mariam, a donné l'explication suivante pour justifier sa présence au sein du Ganda Koy : « Ma famille est du Nord. C'était mon devoir de les rejoindre. Ici, je ne suis pas une femme. Je suis un homme. Il n'y a pas de femmes ici »<sup>67</sup>. Ses affirmations donnent à penser que la responsabilité à l'égard de son pays peut transcender le sexe. Une autre recrue potentielle a affirmé qu'elle était « prête à aller se battre » parce que le Mali était son pays et qu'elle n'avait nulle part ailleurs où aller.<sup>68</sup> Fatoumata Toura, membre du FLN de Niafunke, a pris les armes contre Ansar Dine par devoir envers son pays et par rejet des droits de douane oppressifs imposés sur les zones sous son contrôle.<sup>69</sup> Enfin, « Madame A », une sentinelle de l'OPC au Nigéria, a suggéré que la participation à la surveillance faisait partie des obligations qui incombent aux femmes dans la mesure où « [une] mère est responsable de ses enfants. Si l'un d'eux s'écarte du droit chemin, elle doit le punir »<sup>70</sup>.

62 Hernandez, « The Ganda Koy Militia », 169 ; Diallo, « When Women Take Part in the Rebellion ».

63 Diallo, « When Women Take Part in the Rebellion » ; Quist-Arcton, « Ivory Coast's 'Young Patriots' Volunteer To Fight ».

64 Quist-Arcton, « Ivory Coast's 'Young Patriots' Volunteer To Fight ».

65 Diallo s'interroge sur la sincérité de ces motivations, avançant que les combattants n'adoptent le discours rebelle que pour justifier leur participation à la violence.

66 Hernandez, « The Ganda Koy Militia », 169.

67 Boisvert, « Failing at Violence », 282.

68 Tamasin Ford et Bonnie Allen, « Mali Civilians Vow to Take Up Arms Against Islamist Extremists » (« Les civils maliens font le serment de prendre les armes contre les extrémistes islamistes »), *The Guardian*, 4 décembre 2012.

69 Adam Nossiter, « Saying Mali 'Is Our Country,' Militias Train to Oust Islamists » (« Au cri de "Le Mali est notre pays", les milices s'entraînent à expulser les Islamistes »), *The New York Times*, 6 août 2012.

70 Nolte, « Without Women, Nothing Can Succeed », 98.



Le désir de venger une perte et de se protéger de violences futures est également, du côté de l'offre, un facteur courant incitant les femmes à rejoindre les milices. Barka Dicko a rejoint Ganda Koy après avoir été témoin du viol de sa nièce par des rebelles touaregs du MNLA.<sup>71</sup> Une autre femme, membre de Ganda Koy, a avoué n'avoir rejoint les rangs qu'après que son frère a été tué par des rebelles.<sup>72</sup> Parmi les raisons les plus citées pour la participation des femmes à la FICC au Nigéria, figurent le désir de vengeance et la quête de protection personnelle. Lami, une femme membre de la FICC dans l'État de Borno, a expliqué pourquoi elle avait rejoint la défense civile : « Nous avons décidé de nous joindre à ce combat pour mettre fin à [Boko Haram] parce que les gens que nous connaissons, nos frères, nos sœurs et nos parents sont assassinés par [Boko Haram]. La paix nous échappe et nous en avons assez. Nous voulons assainir notre ville pour la retrouver comme elle était avant. »<sup>73</sup> Une autre, Fatima Muhammed, a rejoint la milice de Maiduguri pour se protéger de la violence de Boko Haram, s'expliquant en ces termes : « Ils vous tueront, ils tueront tous ceux que vous connaissez »<sup>74</sup>. Elle a décidé de se mobiliser contre Boko Haram après qu'un membre de sa proche famille a été tué par des militants. Tout comme Muhammed, Komi Kaje a rejoint la FICC après que son frère et son petit ami ont été tués par Boko Haram l'un après l'autre, tandis qu'Aisha Bakari Gombi s'est décidée à rejoindre la milice après l'attaque de Boko Haram contre son village.<sup>75</sup> À Aleita, un village à l'extérieur d'Abuja, Janet Oyebade a pris part à la défense de sa communauté pour sa propre protection, expliquant que son mari vivait loin d'elle et ne pouvait donc pas s'assurer qu'elle était bien en sécurité<sup>76</sup>. Il est à noter que les recrues rebelles avancent également souvent comme justification de leur engagement la protection et la vengeance. Badmus observe que nombre des femmes ivoiriennes qui se sont portées volontaires pour la rébellion l'ont fait « pour une question de vie ou de mort, tuer ou être tuée »<sup>77</sup>. Une Malienne déplacée vivant à Bamako a indiqué qu'elle pourrait rejoindre le mouvement de libération pour accélérer son retour chez elle à Gao<sup>78</sup>.

De nombreuses Maliennes considéraient également la participation aux hostilités comme un moyen de renforcer la défense du pays et d'assurer leur propre sécurité. La sécurité est considérée comme un problème plus global qui ne se limite pas à la violence plus ou moins intense à l'œuvre dans leurs communautés.<sup>79</sup> Comme le note Mackenzie, « la "sécurité" dépend déjà habituellement de l'établissement et du rétablissement de politiques normales, nationales et pacifiques »<sup>80</sup>. À ce titre, certaines femmes du Nord ont noté que si le gouvernement malien continuait à ne pas dispenser les services publics clés, cela ferait basculer davantage de femmes dans la violence, et l'une d'elles a affirmé qu'« elle prendrait personnellement les armes si rien ne change »<sup>81</sup>. Dans le nord du Mali, la sécurité alimentaire et l'emploi étaient également considérés comme des priorités.<sup>82</sup> Ceci rejoint en grande partie les observations des travaux de recherche selon lesquels les incitations matérielles aident à mobiliser les personnes réticentes à user de violence<sup>83</sup>.

71 Jerome Starkey, « Women are Bent on Revenge Against Tuareg Rebels in Mali ». *The Times*, November 23, 2012.

72 Starkey, « Women are Bent on Revenge Against Tuareg Rebels in Mali ».

73 « Civil Vigilante Groups Increase Dangers in Northeastern Nigeria » (« Les groupes d'autodéfense civile accroissent les risques dans le Nord-est du Nigéria »), *IRIN Africa Service*, 12 décembre 2013.

74 Okeowo, « The Women Fighting Boko Haram ».

75 Rosie Collyer, « Aisha: Boko Haram Huntress » (« Aisha : la chasseresse de Boko Haram »), *Al Jazeera*, 12 avril 2018.

76 « Nigeria; Women Join Vigilante Groups in Aleita » (« Nigéria ; les femmes rejoignent les groupes d'autodéfense à Aleita »).

77 Isiaka Badmus, « Explaining Women's Roles in the West African Tragic Triplet » (« Expliquer les rôles des femmes dans la tripléte tragique ouest-africaine »), *Journal of Alternative Perspectives in the Social Sciences* 1, n° 3 (2009) : 823.

78 Ford et Allen, « Mali Civilians Vow to Take Up Arms Against Islamist Extremists ».

79 Lackenbuser et al., « If Our Men Won't Fight, We Will » ; Gorman et Chauzal, « 'Hand in Hand' ».

80 Megan MacKenzie, *Female Soldiers in Sierra Leone: Sex, Security, and Post-conflict Development*, (« Femmes soldats en Sierra Leone : sexe, sécurité et développement post-conflit ») (NYU Press, 2015), 8.

81 Lackenbuser et al., « If Our Men Won't Fight, We Will », 56.

82 Gorman et Chauzal, « 'Hand in Hand' ».

83 Stathis Kalyvas et Matthew Kocher, « How 'Free' is Free Riding in Civil Wars Violence, Insurgency, and the Collective Action Problem » (« Dans quelle mesure l'absence de contrepartie est-elle vraiment sans contrepartie dans les guerres civiles ? Violence, insurrection et difficulté de l'action collective »), *World Politics* 59, n° 2 (2007) : 177-216 ; Macartan Humphreys et Jeremy Weinstein, « Who Fights? The

Comme pour les rébellions, diverses considérations pratiques poussent les femmes à participer aux milices. En Côte d'Ivoire par exemple, les principaux facteurs favorisant la participation des hommes comme des femmes aux crises étaient « l'identité, les besoins matériels et la sécurité » ainsi que le lien social<sup>84</sup>. Au lendemain des élections ivoiriennes contestées de 2010, d'importants facteurs de motivation pour les partisans masculins et féminins de la candidature d'Alassane Ouattara à la présidentielle étaient la perspective d'une carrière dans le nouveau gouvernement, y compris dans les forces de sécurité, et les avantages de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration (DDR).<sup>85</sup> La participation à la violence semble également avoir été motivée par l'opportunisme ; certaines femmes qui ont rejoint les forces pro-Ouattara s'étaient auparavant battues pour les groupes d'autodéfense pro-Gbagbo, tandis que d'autres ont reporté leur loyauté initiale à l'égard de Ouattara sur Gbagbo. L'importance des incitations matérielles et la fluidité du transfert de l'adhésion entre organisations violentes suggèrent qu'il n'est pas toujours possible de distinguer les types de femmes qui se joignent aux rébellions de celles qui s'engagent dans des milices d'autodéfense.

Il est également prouvé que les femmes rejoignent les GAC pour transcender leurs rôles traditionnels. Bien que cela ne semble pas être une motivation primaire de participation des hommes aux GAC, c'est l'une des raisons pour lesquelles de nombreuses femmes se sont jointes aux rébellions. Par exemple, de nombreuses femmes biafraises ont rejoint des milices pour leur émancipation personnelle et, bien que leur participation ait été acceptée, elles ont généralement été considérées comme des « filles entêtées qui se sont rebellées contre la norme en faisant ce qu'on ne leur demandait pas de faire »<sup>86</sup>. Selon Uchendu, les actions exceptionnelles des miliciennes ont brouillé les attentes sexospécifiques traditionnelles des femmes dans l'Igboiland et remis en question les idées reçues quand à ce dont les femmes étaient capables<sup>87</sup>. De même, une femme membre de Ganda Koy a noté plus récemment que la participation des miliciennes démontrait qu'« une femme peut faire tout ce qu'un homme peut faire », tandis qu'une autre se délectait à l'idée qu'en réalité, elles « font tout ce que les hommes font »<sup>88</sup>.

Alors que les participantes avancent la quête de l'égalité des sexes comme principale motivation sous-tendant leur recrutement<sup>89</sup>, il est également évident que les normes locales et de groupe en matière de genre influent grandement sur le fait que les organisations créent ou non un espace et élargissent les possibilités de participation formelle des femmes aux GAC. C'est-à-dire que les normes des GAC, souvent inspirées par les règles et traditions locales, déterminent si les femmes sont *capables* de participer lorsqu'elles le souhaitent. Par exemple, l'enquête de Gorman et Chauzal indique que près de trois quarts des femmes maliennes expriment un désir profond de participer à la sécurité communautaire, une proportion beaucoup plus importante que celle observée chez les hommes interrogés<sup>90</sup>. Pourtant, les femmes participent beaucoup moins souvent aux GAC du Mali que leurs homologues masculins, ce qui suggère que le manque d'implication des femmes peut résulter de la répression plutôt que d'un désintérêt.

---

Determinants of Participation in Civil War » (« Qui combat ? Les déterminants de la participation à la guerre civile »), *American Journal of Political Science* 52, n° 2 (2008) : 436–455.

84 Diallo, « When Women Take Part in the Rebellion ».

85 Ibid.

86 Egodi Uchendu, *Women and Conflict in the Nigerian Civil War* (Trenton, NJ: Africa World Press, 2007), 121 ; il est probable que les femmes igbo n'aient pas été empêchées de participer à l'infanterie bien que les Biafrais les en aient découragées dans la mesure où la culture traditionnelle igbo ne confère à aucune institution le pouvoir de donner des ordres. Au lieu de cela, « seul un individu agissant dans le cadre de sa famille peut exiger l'obéissance aux ordres ». Voir Van Allen, « Aba Riots or the Igbo Women's War? », 18.

87 Uchendu, *Women and Conflict in the Nigerian Civil War*.

88 Anne Look, « Malian Militias Train to Retake the North » (« Les milices maliennes s'entraînent pour reprendre le Nord »), *Voice of America*, 8 octobre 2012 ; Starkey, « Women are Bent on Revenge Against Tuareg Rebels in Mali ».

89 Dans certains cas, la quête de l'égalité des sexes procède d'une démarche individuelle et s'inscrit dans une recherche d'émancipation personnelle. Dans d'autres, les femmes participent à l'effort d'évolution des perceptions et des politiques concernant les capacités et les droits des femmes.

90 Gorman et Chauzal, « 'Hand in Hand' », 20.

Les femmes de tout le Mali ont des raisons pratiques de se préoccuper de la question de la sécurité du fait de leur plus grande vulnérabilité pendant le conflit ; la plupart des Maliennes ont désigné les jeunes filles comme le groupe le plus susceptible d'être victimes des rebelles et des djihadistes, suivies de près par les femmes âgées.<sup>91</sup> Elles notent également que les femmes sont le groupe le plus exposé aux violences domestiques et sexistes.<sup>92</sup> Ce risque accru de victimisation constitue l'une des voies par lesquelles les femmes sont recrutées dans les groupes armés, car Gorman et Chauzal ont découvert que le besoin de protection physique était le principal moteur de leur recrutement dans les organisations rebelles du Mali<sup>93</sup>. Malgré ces raisons pragmatiques d'adhésion des femmes, la voie d'en engagement formel dans les GAC pose plus de problèmes à certaines d'entre elles, à savoir celles des communautés du Nord, du fait de l'immuabilité du rôle des femmes et de la rigidité des hiérarchies de genre. Les femmes du Nord se sont toutefois le plus engagées lorsque leurs communautés ont créé des structures de participation inclusives qui allaient faciliter leur participation.<sup>94</sup>

## Explications du côté de la demande

Parmi les facteurs les plus importants du côté de la demande qui déterminent la collaboration des femmes aux groupes armés communautaires figurent les relations entre les sexes d'une communauté, qui peuvent faciliter ou entraver le rôle des femmes en matière de sécurité. Les normes locales en matière de genre ont un effet démesuré sur la portée et la structure de l'engagement des femmes auprès des GAC. Contrairement aux organisations rebelles qui, souvent, n'hésitent pas à subvertir les normes et les exigences du statu quo, les GAC ont tendance à adhérer plus étroitement aux idéaux et aux valeurs des localités dans lesquelles ils sont ancrés. Cela est logique en raison des liens souvent étendus des GAC avec les structures politiques locales, qui mobilisent, sanctionnent et légitiment fréquemment ces groupes armés. Ainsi, des normes locales malléables sur la question du genre peuvent permettre aux femmes d'intervenir officiellement dans les affaires de sécurité, tandis que des traditions plus rigides peuvent restreindre leur rôle dans la vie publique, la politique et la sécurité, les conduisant à exercer des rôles moins ouvertement axés sur la sécurité. Là où les traditions locales autorisent déjà la participation des femmes, les GAC ont davantage la faculté d'en recruter. En outre, lorsque les femmes interviennent déjà dans la sécurité locale, les GAC sont également susceptibles d'en employer à des postes de maintien de l'ordre. D'autre part, les GAC ont tendance à adopter des exigences plus restrictives en matière d'adhésion au sein des sociétés elles-mêmes plus restrictives. Cela entraîne rarement une absence totale de participantes, bien que cela puisse signifier une participation féminine moins formalisée et peut-être moins ouvertement violente. Il est important de noter que les institutions et les valeurs locales – et non les normes à l'échelle de l'État – semblent sous-tendre ce processus.

En Côte d'Ivoire, au Nigéria et en Sierra Leone, l'alignement sur les sociétés traditionnelles d'initiation ou confréries de chasseurs entièrement masculines ou entièrement féminines, par exemple, façonne la participation des femmes aux GAC compte tenu de leur importance politique omniprésente. Les femmes sont moins susceptibles de participer aux GAC lorsque l'appartenance à un groupe est fortement alignée sur des associations entièrement masculines.<sup>95</sup> En revanche, lorsque les groupes armés ont établi ou entretiennent de solides relations avec les organisations de femmes, les GAC sont plus permissives envers les membres féminins. Les branches et associations féminines promeuvent plus largement la participation des femmes aux GAC et aux communautés. Par exemple, des associations institutionnalisées de femmes

91 Gorman et Chauzal, « 'Hand in Hand' ».

92 Ibid.

93 Ibid., 15.

94 Ibid.

95 Ama Mazama, « Ogoni Society » (« La société Ogoni »), dans *Encyclopedia of African Religion*, dir. M. K. Asante et A. Mazama (Thousand Oaks, CA : SAGE Publications, Inc, 2009), 479.

(c.-à-d. ogbo et inyemedi/mikiri) ont facilité l'exercice de rôles politiques par les femmes au sein de la communauté biafraise en articulant leurs revendications et en rendant possible l'organisation d'une action collective. Ces associations traditionnelles ont donné aux femmes la capacité d'élaborer une législation communautaire qui touche aussi bien les hommes que les femmes.<sup>96</sup> De même, la participation des femmes à l'OPC a été facilitée par la Women's League (« Ligue des femmes ») de l'organisation<sup>97</sup>, tandis que les sociétés d'initiation Sande et Poro ont permis aux femmes de Côte d'Ivoire et de Sierra Leone d'influencer la politique locale et les institutions traditionnelles. Ces dynamiques soulignent l'existence d'intersections entre la politique traditionnelle et la politique des GAC.

Dans la milice biafraise nigériane et au sein de l'Oodua People's Congress, les normes de genre permettaient la contribution active des femmes dans l'exercice des fonctions de sécurité, mais les normes de genre locales se sont opposées à leur participation formelle aux milices touarègues au Mali et à la Hisba et à certains secteurs de la FICC au Nigéria. La variation importante de la participation et du rôle des femmes dans les différents chapitres de la FICC et de l'OPC montre que les modes de recrutement des groupes ne sont pas nécessairement déterminés de façon endogène. Par exemple, malgré une participation féminine importante à la FICC dans son ensemble, les femmes étaient considérées comme des sympathisantes mais pas des membres officielles dans certains secteurs, malgré l'exercice de fonctions essentielles pour la milice, dont la fouille, le désarmement et l'interrogatoire des femmes suspectées de terrorisme. Dans d'autres secteurs, cependant, elles sont devenues membres à part entière.<sup>98</sup> Cela semble résulter de différences au niveau des normes communautaires. De même, l'étendue de la participation des femmes et les rôles qu'elles ont adoptés au sein de l'OPC ont été limités par les normes et hiérarchies locales en matière de genre.<sup>99</sup> Alors que les femmes de l'OPC jouent un rôle de premier plan dans les institutions de sécurité de Lagos et d'Ibadan, elles sont largement mises à l'écart dans certaines communautés d'Ijebu et de Remo de l'État nigérian d'Ogun. Dans ces dernières communautés, la sécurité est considérée comme du ressort des hommes car les opérations de milices de l'OPC se superposent aux activités des associations traditionnelles Oró, qui sont entièrement masculines.<sup>100</sup> Étant donné l'impossibilité pour les femmes de se joindre aux activités du culte Oró, leur participation à l'autodéfense est proscrite.<sup>101</sup> Cela peut être juxtaposé avec les activités des femmes à Ibadan où la tradition accepte la participation à la guerre et encourage ainsi le militantisme, même chez les femmes.<sup>102</sup>

Au Biafra, les femmes igbo étaient traditionnellement actives sur le plan politique, même si les rôles des hommes et des femmes dans la communauté étaient rigoureusement délimités. Bien que cette démarcation se soit souvent traduite par un pouvoir politique moins étendu laissé aux femmes, les femmes igbo n'étaient pas considérées comme subordonnées aux hommes. Au lieu de cela, l'existence de rôles distincts pour les hommes et les femmes conférés par la tradition a offert aux femmes une « sphère d'autorité autonome »

---

96 Les associations de femmes ont joué un rôle déterminant dans l'organisation des émeutes dites d'Aba que les femmes igbo ont fomentées contre l'administration coloniale britannique au début du XX<sup>e</sup> siècle. Cet exemple d'action collective dirigée par des femmes a abouti à des réformes importantes de l'administration coloniale, bien qu'elles aient principalement profité aux hommes igbo (Van Allen, 1975).

97 Nolte, « 'Without Women, Nothing Can Succeed ».

98 Wale Odunsi, « Women Civil JTF Emerges in Borno, Targets Female Boko Haram members » (« Une force conjointe d'intervention civile conjointe féminine émerge au Borno et cible les femmes membres de Boko Haram »), *Daily Post*, 24 août 2013.

99 Nolte, « 'Without Women, Nothing Can Succeed ».

100 L'Oró est un groupe secret entièrement masculin au sein de la société secrète mixte Ogboni, qui est prédominante chez les Yoruba à travers l'Afrique de l'Ouest. L'Ogboni, qui remonte à l'époque précoloniale, fait office de conseiller auprès des dirigeants traditionnels, protège la communauté des excès du leadership politique et fait respecter la loi et l'ordre dans la société. L'Oró est le bras séculier de l'Ogboni (Mazama, « Ogboni Society », 479).

101 Nolte, « 'Without Women, Nothing Can Succeed ».

102 Nolte, « 'Without Women, Nothing Can Succeed » ; Watson (1999) suggère que les femmes ont occupé des postes vitaux dans la société civile militarisée de l'Ibadan précoloniale. Des femmes viriles ont ainsi dirigé et soutenu l'économie de guerre de la ville. De plus, elle soutient que l'ascendant politique des hommes et des femmes était tiré de leur participation au combat.

qui a facilité leur engagement politique.<sup>103</sup> Par exemple, la tradition Igbo considérait les femmes comme des acteurs importants dans les efforts de résolution des conflits communautaires. À cet égard, elles étaient généralement consultées à titre d'arbitres informels et chargées de promouvoir l'ordre dans leurs communautés.<sup>104</sup> Bien que, traditionnellement, les femmes aient fait usage de moyens de coercition non violents – notamment sous la forme de manifestations et de grèves, de chants et de danse, et de dérision – pour prendre le pouvoir et exercer une influence sur leurs villages, l'existence d'un ensemble de coutumes ayant permis aux femmes d'influencer la politique leur a aussi permis de jouer un rôle plus large dans le conflit du Biafra.<sup>105</sup> Ceci est à rapprocher des types de pouvoir et de structure intégrés dans la culture yoruba, ce qui explique probablement les rôles actifs qu'elles exercent au sein de l'OPC.

Comme les femmes igbo, les femmes yoruba avaient un siège réservé au sein des institutions politiques, même si leurs rôles traditionnels ne se rapportaient pas clairement à l'exercice de fonctions de sécurité.<sup>106</sup> Il est important de noter, cependant, que, même si la convention yoruba a ouvert une voie claire à la participation des femmes en politique, elle a aussi parfois restreint leurs rôles. Cela a été particulièrement le cas dans les endroits où la sécurité était plus étroitement associée au pouvoir masculin. Une fois encore, dans les communautés où l'activité des milices s'alignait sur les sociétés de chasse exclusivement masculines, la participation formelle des femmes aux activités de sécurité était rare. Sur ce point, des parallèles peuvent aussi être faits avec les relations des femmes vis-à-vis de la milice Kamajor, traditionnellement exclusivement masculine, en Sierra Leone.

Bien qu'il soit admis que des femmes aient participé au groupe de coordination des Forces de défense civile sierra-léonaises (FDC) pour repousser le Front révolutionnaire uni (RUF)<sup>107</sup>, peu de femmes ont été associées à la milice Kamajor, qui a représenté l'épine dorsale des opérations militaires des FDC.<sup>108</sup> Bien qu'un petit nombre de femmes se soient engagées aux côtés du groupe de manière formelle et informelle<sup>109</sup>, leur participation a été moindre que dans d'autres milices des FDC en raison du lien étroit entre l'appartenance aux Kamajors et la tradition masculine Mendé.<sup>110</sup> Traditionnellement, un kamajor (*kamajoi*) est un chasseur *masculin* d'élite chargé de protéger sa communauté.<sup>111</sup> Selon Hoffman, le kamajoi en tant que chasseur opère dans une sphère expressément masculine. L'arme dont dispose le chasseur kamajoi est à la fois linguistiquement et symboliquement phallique<sup>112</sup>. Ainsi, il n'est pas surprenant qu'une milice composée de kamajoi n'encourage pas activement la participation des femmes. Ce point est encore souligné par un milicien qui a affirmé : « Le Kamajor est une affaire d'hommes et je n'y ai jamais vu de femme »<sup>113</sup>. Malgré cette rhétorique, la milice a finalement intégré un petit nombre

103 Van Allen, « Aba Riots or the Igbo Women's War? », 19.

104 Ibid.

105 Van Allen, « Aba Riots or the Igbo Women's War? » ; Matfess (2020) affirme que des manifestations informelles et symboliques du pouvoir de la part des femmes sont également fréquemment mises en scène pour influencer le comportement des GAC d'Afrique de l'Est.

106 Nolte, « Without Women, Nothing Can Succeed ».

107 Dyan Mazurana et Khristopher Carlson, *From Combat to Community: Women and girls of Sierra Leone* (« Du combat à la communauté : femmes et jeunes filles du Sierra Leone »), Washington, D.C. : Hunt Alternatives Fund, 2004

108 Cohen estime que seuls 2 % des membres des FDC étaient des femmes ; Ned Dalby, « In Search of the Kamajors, Sierra Leone's Civilian Counter-insurgents » (« À la recherche des Kamajors, les contre-insurgés civils du Sierra Leone »), *International Crisis Group*, mars 2017.

109 Mazurana et Carlson, *From Combat to Community* ; MacKenzie, *Female Soldiers in Sierra Leone*.

110 Muana, « The Kamajoi Militia » (« La milice Kamajoi »).

111 Selon Hoffman et Muana, dans la tradition Mendé, un Kamajoi est plus particulièrement chargé d'établir de nouvelles communautés Mendé. Ferme et Hoffman (2004) et Muana (1997) suggèrent que la plupart des recrues du Kamajor pendant la guerre ne possédaient aucune expérience antérieure de la chasse. Danny Hoffman, *The War Machines: Young Men and Violence in Sierra Leone and Liberia* (« Les machines de guerre : Jeunes hommes et violence en Sierra Leone et au Libéria ») (Duke University Press, 2011) ; Dalby, « In Search of the Kamajors ».

112 Hoffman, *The War Machines*, 64.

113 « Sierra Leone: Presidential Spokesman Refute Claims that Kabbah's Late Wife Transported Arms to Kamajors » (« Sierra Leone : Le porte-parole du président réfute les allégations selon lesquelles la défunte épouse de Kabbah aurait acheminé des armes aux Kamajors »), *Africa News*, 3 octobre 2003.



de femmes dans ses rangs, mais seulement après avoir connu d'importantes pénuries de main-d'œuvre en raison de la guerre en cours.<sup>114</sup> À l'image du cas du Biafra, les dirigeants des Kamajors n'ont jamais tacitement admis l'existence de leurs recrues féminines<sup>115</sup>. En fait, une ancienne cadre a fait remarquer que les Kamajors l'ont empêchée de participer au processus formel de démobilisation en raison d'un « tabou selon lequel ils ne sauraient toucher ou s'approcher d'une femme », ce qu'elle considérait comme un « mensonge destiné à louer faussement leurs propres louanges ».<sup>116</sup> Et d'ajouter : « Nous étions des combattantes mais traitées comme des femmes au foyer et des esclaves sexuelles »<sup>117</sup>. Le mépris de la participation des femmes est un thème récurrent parmi les GAC et d'autres groupes non étatiques et n'exclut pas la participation formelle à la violence.

L'exemple des Kamajors montre que de nombreux GAC n'encouragent la participation directe des femmes qu'à contrecœur. Dans presque tous les cas examinés, la participation des femmes n'a été encouragée ou tolérée qu'après que les GAC en ont perçu le potentiel en termes de gains tactiques ou stratégiques. Au sein de la FICC, de nombreuses femmes ont rejoint la milice après que Boko Haram a changé de stratégie pour faire appel à des militantes. Comme il était mal vu pour les hommes de fouiller les corps des femmes ou leurs maisons, des milices féminines étaient vraiment nécessaires. Nagarajan soutient que les GAC qui ont incorporé des femmes ont été plus efficaces contre les insurgés en raison des avantages uniques que les membres féminins peuvent procurer, y compris leur capacité à rechercher et interroger des militantes présumées et la facilité avec laquelle elles sont en mesure d'extraire des informations d'autres femmes civiles.<sup>118</sup> Dans de nombreux cas, les femmes étaient poussées à rechercher des informations ou transporter et vendre des produits de contrebande parce qu'elles étaient moins susceptibles d'être soupçonnées de complicité avec les GAC. La milice biafraise a également exploité les stéréotypes de l'innocence féminine pour obtenir des rations alimentaires auprès de la fédération nigériane, pour les distribuer à la suite à d'autres membres de la milice. Au sein de l'OPC, les femmes se sont livrées à des activités d'autodéfense violentes en tant que « deuxième ligne de défense » mais seulement lorsque les hommes étaient incapables d'assumer ce rôle, ce qui indique que les femmes sont principalement mobilisées pour la violence lorsqu'il est nécessaire de combler des manques de main-d'œuvre<sup>119</sup>. Dans d'autres cas, les femmes de l'OPC sont utilisées pour encourager la violence des hommes et leur donner du courage.

Ces exemples font penser que les facteurs du côté de la demande favorisent la diversité des genres au sein des GAC. Les groupes recrutent des femmes lorsque des préoccupations stratégiques, tactiques ou matérielles leur imposent d'ouvrir leur adhésion aux femmes. Cependant, l'inclusion à contrecœur des femmes a des conséquences sur la démobilisation et la réintégration ainsi que sur le potentiel de transformation à long terme des rôles des femmes et de promotion de leurs intérêts. Si les GAC ne sont disposés à intégrer les femmes qu'à contrecœur, ils peuvent être moins enclins à promouvoir leurs besoins. Si les groupes ne reconnaissent pas officiellement le concours de participantes pendant les conflits, il est également peu probable qu'ils encouragent leur inscription aux programmes de démobilisation, de désarmement et de réintégration (DDR), dans la mesure où cela implique souvent une reconnaissance tacite de leurs activités. L'exclusion des programmes de DDR peut donc signifier que les femmes ne

---

114 La pression exercée par la rébellion du RUF a également poussé une autre milice sierra-léonaise, les Gbethis, à recruter des femmes dans leur organisation d'autodéfense (Mazurana et Carlson, « From Combat to Community »).

115 Uchendu, *Women and Conflict in the Nigerian Civil War*. Les soldats biafrais, à titre individuel, ont loué les accomplissements des milices féminines, bien que l'organisation ait refusé de reconnaître publiquement leurs activités.

116 Mackenzie, *Female Soldiers in Sierra Leone*, 94.

117 Ibid.

118 Chitra Nagarajan : « To Defend or Harm? Community Militias in Borno State, Nigeria » (« Défendre ou nuire ? Milices communautaires dans l'État de Borno, au Nigéria »), Center for Civilians in Conflict, avril 2020.

119 Nolte, « 'Without Women, Nothing Can Succeed' ».



bénéficient pas des mêmes opportunités post-conflit que les hommes, ce qui maintient la possibilité que les femmes demeurent sensibles aux appels au recrutement de la part des acteurs armés.

**Parmi les associations civiques les plus universelles et les plus importantes** en Afrique de l'Ouest, figurent les Sande entièrement féminines, parfois appelées Bondo/Bundu, et généralement les sociétés de mascarade Poro entièrement masculines qui sont particulièrement actives dans la région côtière de la Haute-Guinée, qui couvre certaines parties de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Libéria.<sup>120</sup> Ces sociétés peuvent nous fournir des informations clés sur la participation sexospécifique aux GAC d'Afrique de l'Ouest étant donné leur maîtrise du pouvoir politique local, en particulier dans les zones rurales et leur influence sur les relations entre les sexes dans les communautés. Les variantes masculine et féminine sont inextricablement liées au pouvoir politique traditionnel, où l'initiation à l'une d'entre elles peut être une condition sine qua non de l'accession à des postes politiques de haut niveau, comme les chefferies.<sup>121</sup> L'institution de la chefferie féminine, en particulier, entretient des liens étroits avec les sociétés d'initiation.<sup>122</sup>

Alors que certaines femmes politiquement averties ont utilisé leur participation dans des sociétés entièrement féminines pour gagner pouvoir et influence politique, souvent par le biais de mariages politiquement opportuns de femmes Sande<sup>123</sup>, d'autres ont exercé une influence politique dans des sociétés entièrement masculines. Dans les communautés Mendé en Sierra Leone, par exemple, les aspirants féminins (et masculins) devaient d'abord obtenir le soutien de la société d'initiation entièrement masculine pour accéder au poste de chef, ce qui signifiait souvent obtenir leur adhésion officielle. Là où il y avait des interdictions rigoureuses à l'encontre des membres féminins, les femmes pouvaient se voir interdire d'atteindre cette position importante du pouvoir. À l'inverse, des cheffes ont été intronisées dans les endroits où les sociétés d'initiation masculine étaient plus tolérantes envers leurs membres féminins.<sup>124</sup> Alors que le Poro a parfois intronisé des femmes, l'association Wunde, qui était détentrice de la monnaie chez les Kpaa Mendé en Sierra Leone, a complètement interdit l'initiation des femmes, ce qui les a disqualifiées de tout accès à des postes de chefs. Cependant, à mesure que la Wunde a perdu de son influence sur la politique locale, les femmes ont eu davantage accès au pouvoir local.<sup>125</sup>

Comme d'autres branches et associations féminines liées aux GAC d'Afrique de l'Ouest telles que l'OPC yoruba, les différentes sociétés d'initiation comme le Poro et la Sande ont été établies et œuvrent en vue de faire avancer les idées de complémentarité de genre dans les affaires

120 Comme ces sociétés opèrent au sein de différents groupes ethniques et pays, les noms des groupes varient d'une communauté à l'autre, la société entièrement féminine étant le plus souvent dénommée Sande/Sandogo ou Bondo/Bundu, mais aussi parfois Poro. La société exclusivement masculine est généralement dénommée Poro, bien qu'elle soit également appelée Ragbenle ; Michael Gomez, *Exchange Our Country Marks: The Transformation of African Identities in the Colonial and Antebellum South* (« Échanger les marqueurs de notre pays : transformation des identités africaines dans le Sud colonial et antebellum ») (University of North Carolina Press, 2000).

121 Lynda Day, *Gender and Power in Sierra Leone: Women Chiefs of the Last Two Centuries* (« Genre et pouvoir en Sierra Leone : les femmes chefs de ces deux derniers siècles ») (Springer, 2012) ; Gomez, *Exchange Our Country Marks*.

122 Day, *Gender and Power in Sierra Leone*.

123 Jacqueline-Bethel Tchouta Mougoué, *Gender, Separatist Politics, and Embodied Nationalism in Cameroon* (« Genre, politique séparatiste et nationalisme intrinsèque au Cameroun ») (University of Michigan Press, 2019).

124 Bien que plusieurs cas de femmes prenant part à des sociétés entièrement masculines aient été rapportés, la discussion de la participation des femmes à ces prérogatives masculines traditionnelles est encore entourée d'un voile de secret, de scepticisme et de pas mal de mystère, d'une façon assez similaire à ce que l'on retrouve dans d'autres organisations.

125 Day, *Gender and Power in Sierra Leone*.

sociétales et politiques.<sup>126</sup> Les organisations Sande et Poro maintiennent des structures d'autorité et des fonctions distinctes, avec des responsabilités déléguées selon le sexe. Malgré une division entre genres presque parfaite, l'unité féminine n'est pas nécessairement subordonnée ; au contraire, il a été avancé que la Sande est parfois plus puissante que la société exclusivement masculine.<sup>127</sup> Alors que le Poro applique et instille chez ses initiés les responsabilités traditionnelles d'un membre masculin de sa communauté, la Sande définit ce que signifie être une femme dans la société.<sup>128</sup> Toutes deux cherchent généralement à faire progresser les valeurs traditionnelles mais, en fonction du corps spécifique de valeurs de la communauté, les chapitres peuvent faire preuve d'une certaine souplesse par rapport aux normes de genre, permettant ainsi aux femmes de sortir des rôles auxquels elles ont été circonscrites.<sup>129</sup> Les initiées féminines du Poro sont considérées comme équivoques en termes de genre et s'apparentent aux hommes sur le plan social, ce qui leur confère les droits, privilèges et responsabilités de n'importe quel autre initié masculin du Poro de leur rang. Ainsi, de futures recherches pourraient examiner de plus près s'il existe une corrélation entre l'appartenance des femmes à une société d'initiation entièrement masculine et la participation formelle des femmes à la violence et aux questions de sécurité.

L'importance de ces institutions culturelles pour la sécurité communautaire ne saurait être surestimée. Chez les Mendé de Sierra Leone, par exemple, le Poro était le « principal arbitre des relations civiles et politiques... et l'institution clé soutenant la chefferie ».<sup>130</sup> L'organisation exerçait également une prédominance sur les questions de bien-être et de sécurité publiques, l'influence du Poro transcendant les chefferies particulières. Une injonction émise par le Poro, par exemple, serait considérée comme contraignante pour les chapitres, tandis qu'un appel à la guerre par un chapitre du Poro ferait naître des alliances intercommunautaires qui mobiliseraient les communautés, les groupes ethniques et les groupes linguistiques.<sup>131</sup> Le plus notable est que Poro exerce sa domination sur les questions de guerre et de paix et que les initiés font office de guerriers et de protecteurs pour le compte de leurs communautés.<sup>132</sup> En fait, historiquement, pour entrer dans la société guerrière au Libéria, il fallait d'abord être initié dans la Poro, considérée comme un gardien.<sup>133</sup>

Les Sande exercent également un rôle important dans la société ouest-africaine et inspirent un grand respect. Parmi les Senufo matrilineaires, par exemple, la culture Sande rallie les différents ménages et groupes de parenté de tout le village et exerce le contrôle social.<sup>134</sup> Les femmes Senufo jouent également un rôle essentiel dans la formation d'une nouvelle société Poro masculine, car le rituel qui régit ce processus nécessite à la fois un homme et une femme.<sup>135</sup>

126 Rosalind Hackett, « Women in African Religions » (« Les femmes dans les religions africaines »), dans *Religion and Women* (« La religion et les femmes »), dir. Avind Sharma (SUNY Press, 1994) ; Laura S. Grillo, *An Intimate Rebuke: Female Genital Power in Ritual and Politics in West Africa* (« Une forme de réprimande intime : le pouvoir génital féminin dans le rituel et la politique en Afrique de l'Ouest ») (Duke University Press, 2018). Day, *Gender and Power in Sierra Leone*.

127 Gomez, *Exchange Our Country Marks* ; Grillo, *An Intimate Rebuke*.

128 Gomez, *Exchange Our Country Marks* ; Day, *Gender and Power in Sierra Leone*.

129 Day, *Gender and Power in Sierra Leone*. Voir aussi Donnelly (2018) sur la façon dont les groupes armés instrumentalisent les normes traditionnelles de genre, en appliquant leurs règles de manière sélective.

130 Day, *Gender and Power in Sierra Leone*, 38.

131 Day, *Gender and Power in Sierra Leone*.

132 Ibid.

133 Utas, Mats. 2003, « Sweet Battlefields: Youth and the Liberian Civil War » (« Champs de bataille d'opérette : la jeunesse et la guerre civile libérienne »). Mémoire de l'université Uppsala en anthropologie culturelle, université Uppsala, (Suède, 2003), 115.

134 Gomez, *Exchanging Our Country Marks*, 96.

135 Ibid.

La culture Sande ouvre également aux membres féminins une voie vers l'épanouissement politique. Il semble que les femmes puissent recueillir un large soutien au sein de leurs réseaux Sande pour leurs activités politiques. La structure institutionnelle délègue également des rôles clairs aux femmes dans la politique traditionnelle. Par exemple, parmi les Mendé, la Sande est consultée sur toutes les questions locales nécessitant le consensus de la communauté, la cheffe d'un chapitre de la Sande jouissant d'un statut particulièrement enviable. Parmi les Senufo, elle était chargée de maintenir l'harmonie entre les mondes humain et spirituel.<sup>136</sup> Les dirigeants Sande de Mendé sont considérés comme des prêtres et des guerriers de haut niveau et bénéficient du même respect que les guerriers masculins et des privilèges d'un chef.<sup>137</sup> Cela suggère l'existence d'une voie alternative d'exercice de l'influence des femmes dans les questions de sécurité en dehors de rejoindre Poro directement. Les rôles des femmes dans la société Sande ont tendance à être essentiellement spirituels et rituels, mais ces rôles ne sont pas sans importance pour la conduite de la guerre et de la paix. Selon Hackett, la société Sande a été investie du pouvoir d'« appréhender et punir les transgresseurs même si le comportement offensant a été commis en secret ».<sup>138</sup> En outre, bien que les femmes soient généralement tenues à l'écart de l'adhésion officielle au Wunde, elles se voient accorder un rôle important. Tandis que les hommes Wunde sont considérés comme les guerriers, les femmes se voient déléguer le rôle public de pacificatrices. Cela correspond à leurs rôles traditionnels dans de nombreuses sociétés d'Afrique de l'Ouest.

## COMMENT LES FEMMES INFLUENCENT-ELLES INDIRECTEMENT LES GAC ?

Malgré les avantages tactiques ou stratégiques qui peuvent découler de l'intégration des femmes, un sous-groupe de GAC proscrit activement la participation directe des femmes à la violence. Cela ne signifie pas que les femmes n'auront aucun impact sur les questions de sécurité ou n'influencent pas la perpétration de la violence ou l'établissement de la paix dans leurs communautés. Au lieu de cela, les femmes peuvent exercer une influence sur ces processus de manière moins directe. Même les sociétés les plus restrictives en matière de genre offrent des possibilités d'activisme des femmes, quitte à ce que ce soit de manière informelle. Matfess soutient que la participation informelle des femmes au sein des GAC peut être interprétée comme une tentative de gagner en légitimité en s'appuyant sur les normes de genre traditionnelles, car les femmes jouent un rôle important dans la défense des valeurs culturelles.<sup>139</sup> Ainsi, dans les groupes où la tradition est au cœur de la légitimité et de l'identité des GAC, les femmes sont plus susceptibles d'adopter des rôles de soutien et symboliques. Dans les cas examinés dans le cadre de ce rapport, les femmes utilisaient des sources d'influence traditionnelles pour contraindre les jeunes générations à agir ou limiter leur recours à la violence. Elles exploitaient des normes sexospécifiques établies de longue date concernant la gérontocratie et la « moralité matrifocale », ainsi que les institutions traditionnelles, notamment des associations civiques et des sociétés coutumières, pour influencer indirectement le comportement des GAC.

136 Gomez, *Exchanging Our Country Marks*.

137 Day, *Gender and Power in Sierra Leone*.

138 Hackett. « Women in African Religions ».

139 Matfess, *Pourvoyeuses de légitimité*.

Dans toute l’Afrique de l’Ouest, les femmes se servent de leurs rôles traditionnels d’arbitres de la moralité pour influencer la conduite des conflits. Les femmes âgées en Afrique de l’Ouest possèdent une vaste influence dans les affaires domestiques et sont supposées exercer un pouvoir substantiel sur leurs ménages. Cela a des conséquences importantes pour la sécurité. Par exemple, les femmes touarègues, en particulier les plus âgées, s’appuient sur leurs rôles traditionnels d’aînées pour encourager les jeunes générations au sein de leur famille à promouvoir la cause de la guerre ou à œuvrer pour la paix.<sup>140</sup> Selon Poulton et ag Youssouf, « les femmes touarègues ne sont peut-être pas visibles lors des réunions publiques, mais aucune décision ne peut être prise, et encore moins mise en œuvre, sans leur consentement ».<sup>141</sup> Cette révérence confère aux femmes une influence immense sur la prise de décision domestique et communautaire. Il est donc erroné de conclure que les femmes jouent un rôle marginal dans l’activité des GAC lorsqu’elles n’ont pas d’affiliation formelle.

Au Mali, les femmes du Nord jouent un rôle particulièrement actif dans les activités de consolidation de la paix, mais exacerbent également les tensions entre communautés.<sup>142</sup> Certaines femmes ont ainsi poussé de jeunes hommes à se rebeller que ce soit de façon violente ou non, alors que les hommes plus âgés y étaient réticents.<sup>143</sup> Les femmes touarègues, songhaïs et peules ont également pris part à des altercations physiques répétées au sein des Women’s Peace Huts parrainées par l’ONU et lors de conférences sur la paix – espaces dans lesquels les femmes peuvent s’unir par delà les frontières ethniques et promouvoir la paix entre les groupes. Les femmes se sont également mobilisées contre les différentes politiques mises en place par les groupes islamistes qui ont pris le contrôle de zones comme Kidal, Gao et Tombouctou, dans les limites de leurs rôles traditionnels<sup>144</sup> ; dans certains cas, elles ont manifesté leur désaccord par la poésie et la chanson. Les femmes maliennes sont également intervenues là où des allégations de violences sexuelles et sexistes ont pu être signalées et éventuellement transmises à la justice.<sup>145</sup>

En Côte d’Ivoire, des femmes se sont laissées aller à proférer des malédictions à connotation sexuelle ou à des actes de désobéissance civile pour exprimer leur colère et leur désespoir face aux actes de violence qui ravagent leurs communautés.<sup>146</sup> Grillo considère ces formes de contestation comme un appel au *Female Genital Power (FGP)*, un pouvoir spirituel qui serait détenu par les femmes âgées dans les sociétés africaines traditionnelles et qui pourrait être utilisé pour formuler un « reproche collectif de gouvernance immorale et illégitime » ou pour contrôler les abus du pouvoir politique.<sup>147</sup> Dans ce contexte, l’autorité est dévolue aux femmes âgées dans des sociétés structurées autour d’idées de gérontocratie, ou du droit des aînés à régner sur les jeunes générations. Les femmes ivoiriennes seraient dotées d’une « morale matrifocale », le pouvoir de légitimer le leadership politique, de punir les menaces sociétales sur les valeurs et les normes traditionnelles et d’intercéder dans les conflits violents.<sup>148</sup> Ce pouvoir a été incarné par plusieurs rituels traditionnels qui font appel à des sources de pouvoir clairement féminines. Les invocations du pouvoir génital féminin, qui s’appuie sur le mysticisme des corps féminins (dénudés), se

140 Lackenbauer et al., « If Our Men Won’t Fight, We Will ».

141 Robin Edward Poulton et Ibrahim ag Youssouf, *La paix de Tombouctou : gestion démocratique, développement et construction africaine de la paix* (New York : Nations Unies, 1998).

142 Poulton et ag Youssouf, *La paix de Tombouctou* ; Gorman et Chauzal 2019.

143 De nombreuses communautés ouest-africaines fonctionnent comme des gérontocraties, y compris au Mali. Autrement dit, le pouvoir est délégué en fonction de l’âge. Ainsi, les femmes plus âgées ont souvent plus d’influence et de pouvoir sur les femmes plus jeunes et même sur les hommes plus jeunes.

144 Lackenbauer et al., « If Our Men Won’t Fight, We Will ».

145 Gorman et Chauzal, « ‘Hand in Hand’ ».

146 Selon Naminata Diabate, la « malédiction génitale » fait référence à la croyance que le pouvoir que recèle le corps des femmes peut nuire à tous ceux qui y sont exposés. La nudité des insurgés et leurs actes de désobéissance provocateurs font référence aux cas où les femmes exploitent le tabou du corps féminin dénudé comme forme de protestation politique. Voir Diabate, *Naked Agency: Genital Cursing and Biopolitics in Africa* (« Le pouvoir de la nudité : Malédiction génitale et biopolitique en Afrique ») (Duke University Press, 2020).

147 Grillo, *An Intimate Rebuke*.

148 Ibid.

retrouvent dans le rituel Egbiki des Abidji et Adiokrou, le rituel Adajanou des Baoulé et la cérémonie Gbona Api (fokwé) des communautés Akyé de Côte d'Ivoire.<sup>149</sup> Dans ces explications du pouvoir traditionnel, les femmes instrumentalisent leur nudité comme une arme de « malédiction » dirigée à l'encontre de leurs adversaires et comme une amulette pour assurer la protection de leurs communautés. La nudité des femmes plus âgées étant considérée comme taboue, les participantes peuvent ainsi démontrer la gravité des périls auxquels elles sont exposées lorsqu'elles se déshabillent. Ces rituels ont également été organisés pour protéger et remonter le moral des combattants masculins. En particulier, le pouvoir génital féminin a également été au centre des rituels coutumiers qui initient les jeunes d'une communauté à la pleine citoyenneté et éclairent une nouvelle génération de « guerriers patriotes ».<sup>150</sup> Le rôle central des femmes dans l'initiation d'un nouveau leadership politique d'une communauté et d'un nouveau corps de protecteurs démontre leur poids dans la politique traditionnelle.

Convaincues que le pouvoir féminin peut contribuer à mettre fin au conflit, les Ivoiriennes se sont livrées à l'Adjanou au début de la rébellion de 2002 après avoir été implorées par le chef de la milice des Jeunes patriotes, Charles Blé Goudé, de résister aux attaques contre le président de l'époque, Laurent Gbagbo.<sup>151</sup> Après avoir administré la cérémonie de « malédiction génitale » pour éviter les troubles, les rebelles ont enlevé et assassiné les interprètes âgées, ce qui n'a fait qu'approfondir la croyance en la puissance de ces interventions pour certains Ivoiriens. Les Ivoiriennes ont également fait appel au pouvoir génital féminin en 2008 pour protester contre les conditions de vie et une nouvelle fois en 2010 pour manifester leur mécontentement envers Gbagbo pendant la crise post-électorale. La révolte des femmes de 2010 a dénoncé les attaques du gouvernement contre leurs enfants et le viol de leurs femmes.<sup>152</sup> Malheureusement, à l'instar de la manifestation des femmes nues en 2002, cette campagne s'est terminée par des violences, les forces pro-Gbagbo ayant délibérément tiré sur la foule de manifestantes pacifiques, tuant plusieurs d'entre elles.<sup>153</sup>

## COÛTS ET CONSÉQUENCES DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX GAC

L'effet global de leur participation aux GAC sur les participantes elles-mêmes n'est pas évident. Si certaines femmes ont tiré parti à long et court terme de leurs activités aux côtés des GAC, c'est très loin d'être un cas général. Certaines femmes ont pu atteindre leurs objectifs individuels de libération, mais il n'est pas évident que ce résultat soit représentatif ou puisse être généralisé à l'ensemble de la population féminine. Il est clair que la participation des femmes aux GAC semble ne pas avoir produit d'évolutions à grande échelle pour les femmes, en règle générale.

Selon des chercheurs, la guerre aurait le potentiel de transformer les relations entre les sexes.<sup>154</sup> Lorsque les femmes participent directement à la guerre, elles ont la possibilité d'expérimenter des rôles auxquels elles n'ont jamais été exposées et de prendre conscience de leur faculté d'action politique. La littérature existante affirme que la guerre peut modifier le positionnement des femmes dans la société, même

---

149 Ibid., 36.

150 Ibid.

151 Ibid ; Diabate, *Naked Agency*.

152 Grillo, *An Intimate Rebuke*.

153 Diabate, *Naked Agency*.

154 Aili Mari Tripp, Isabel Casimiro, Joy Kwesiga et Alice Mungwa, « African Women's Movements » (« Mouvements de femmes africaines »), dans *Changing Political Landscapes* (« Paysages politiques changeants ») (Cambridge University Press, 2009) ; Aili Mari Tripp, *Women and Power in Post-Conflict Africa* (« Les femmes et le pouvoir en Afrique post-conflit ») (Cambridge University Press, 2015).



lorsqu'elles ne jouent pas de rôle actif au sein d'organisations violentes. En effet, les femmes endossent souvent de nouvelles responsabilités au sein de leur foyer et sont parfois propulsées pour la première fois sur le marché du travail officiel.<sup>155</sup> La guerre peut donc faire surgir de nouvelles opportunités pour les femmes. Les chercheurs prennent toutefois la précaution de noter que les retours d'après-guerre au statu quo sont monnaie courante. Par exemple, à la fin du conflit du Biafra, il y a eu un retour à la « politique communautaire dans laquelle tout le monde savait... quelle était sa place »<sup>156</sup>, ce qui a eu pour conséquence que les femmes se sont largement effacées après la guerre. Selon Van Allen, « Les femmes finiront par se retrouver là où elles ont toujours été : invisibles sauf lorsque les hommes, pour leurs propres besoins, personnels ou politiques, recherchent des corps féminins ».<sup>157</sup> Dans la même veine, la période post-conflit en Côte d'Ivoire a également été marquée par un retour au statu quo pour les femmes, leur participation au conflit n'ayant pas permis de renverser les rôles et les normes de genre.<sup>158</sup>

Non seulement la participation des femmes n'a souvent pas permis de produire une évolution sociale et politique significative pour elles au niveau de la société, mais les participantes individuelles ont eu du mal à obtenir la reconnaissance de leurs activités. La réduction de la contribution des femmes semble être un thème rémanent dans les GAC d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.<sup>159</sup> Mazurana suggère que, dans la mesure où « les identités religieuses, culturelles et sociales de certains groupes d'opposition armés sont tellement militarisées et virilisées que l'existence des femmes dans leurs rangs doit être gérée d'une manière qui ne déstabilise pas une composante centrale de leur idéologie, de leur recrutement, de leur organisation et de leur identité – celle du combattant/guerrier/martyr masculin, le mâle puissant et aux commandes ».<sup>160</sup> Les recherches ultérieures devraient se pencher sur deux questions en rapport : d'abord, pourquoi le travail des femmes est-il reconnu dans certains cas, mais systématiquement minimisé dans d'autres ? Ensuite, pourquoi la participation des femmes ne parvient-elle souvent pas à se matérialiser par des récompenses post-conflit pour elles lorsqu'elle est reconnue ?

Il existe des raisons de croire que le retour au statu quo peut être particulièrement fréquent pour les femmes intervenant dans les groupes armés communautaires. Les rebelles, en particulier ceux qui ont des objectifs révolutionnaires, luttent souvent contre le statu quo et encouragent les femmes à contourner les attentes traditionnelles en matière de genre. À l'inverse, les GAC, par définition, fonctionnent au sein des structures communautaires existantes et sont façonnés par des normes locales ou traditionnelles. Ainsi, le potentiel de transformation des femmes au sein des GAC est limité par les normes de genre d'une communauté. Comme l'affirment Lackenbauer et al., l'influence des femmes au sein des GAC est souvent épisodique ; lorsque les besoins qui ont conduit à leur recrutement s'évaporent, les opportunités d'élargissement des rôles et responsabilités de genre risquent également de partir en fumée. Donnelly soutient toutefois que les groupes armés ne sont pas seulement façonnés par les hiérarchies de genre locales, mais peuvent aussi les façonner eux-mêmes. Ainsi, les chercheurs devraient accorder une plus grande attention à la manière dont la participation des femmes aux GAC restructure les normes de genre d'une communauté ainsi qu'aux mécanismes par lesquels les femmes parviennent à consolider les gains qui leur ouvrent une plus large participation à la politique post-conflit. Par exemple, les touarègues déplacées ont pris conscience qu'elles ont déjà connu des transformations importantes de leurs rôles et ont dû devenir plus indépendantes. En étant délogées de leur foyer, elles ont été exposées à d'autres

---

155 T. David Mason, « Women's Participation in Central American Revolutions: A Theoretical Perspective » (« La participation des femmes aux révolutions en Amérique centrale : une perspective théorique »), *Comparative Political Studies* 25, n° 1 (1992) : 63–89.

156 Amadiume, « Women's Political History », 1839.

157 Van Allen, « Aba Riots or the Igbo Women's War? », 30.

158 Diallo, « When Women Take Part in Rebellion ».

159 Voir Matfess (2020) pour une discussion sur le rôle des femmes dans les GAC d'Afrique de l'Est.

160 Mazurana, « Women, Girls and Non-State Armed Opposition Groups », 166.



cultures, ce qui les a incitées à envisager des moyens d'étendre leur rôle politique à l'avenir.<sup>161</sup> Ce qui pose la question suivante : les touarègues pourront-elles conserver ces acquis en temps de paix ? Si oui, par quel moyen ?

Il est crucial de noter que même si la guerre débouche sur des changements positifs, la participation aux GAC ne se soldera pas toujours par un avantage net pour les participantes ou la communauté en général. Tout d'abord, les femmes prennent des risques importants en rejoignant les GAC. Si les touarègues au Mali mettent en péril leur statut social en participant officiellement à la sécurité, d'autres femmes compromettent leur sécurité physique et leur bien-être.<sup>162</sup> De nombreuses sentinelles ont été tuées ou blessées dans l'exercice de leurs fonctions pour les GAC. Dans la FICC en particulier, un nombre non négligeable de miliciennes ont été tuées par des femmes kamikazes au cours de leurs opérations.<sup>163</sup> De plus, de nombreuses femmes assurant la sécurité locale ont été réprimandées par leurs voisins et/ou menacées par des groupes armés. Des femmes membres de l'OPC ont été ciblées par l'État, arrêtées et emprisonnées en relation avec les activités du groupe.<sup>164</sup> À au moins une occasion, des cadres féminins de l'OPC ont été tués en raison de leur appartenance à l'organisation.<sup>165</sup> Même les femmes qui résistent pacifiquement à la violence ont subi des représailles, comme cela a été le cas en Côte d'Ivoire.

En outre, certains GAC sont des instruments de la soumission des femmes.<sup>166</sup> Bagayoko et al. suggèrent que les organes de sécurité affiliés aux institutions politiques traditionnelles ne servent pas toujours les intérêts des femmes et peuvent être régressifs.<sup>167</sup> Posel soutient que le Mapogo sud-africain est apparu pour rétablir l'autorité traditionnelle des hommes sur les femmes en réponse aux appels omniprésents à l'émancipation des femmes,<sup>168</sup> tandis que la Hisba a activement cherché à revenir sur les libertés accordées aux femmes. Dans ces conditions, déterminer en quoi l'intégration de femmes dans un GAC contribuerait à leur émancipation n'est donc pas évident. En outre, les femmes de Ganda Koy et de la FICC ont clairement fait comprendre que l'expansion de leurs rôles politiques n'a pas nécessairement transformé leur vie quotidienne. De nombreuses miliciennes luttent pour trouver un équilibre entre leurs activités au sein des GAC et l'exercice de leurs responsabilités à la maison.<sup>169</sup> Enfin, l'idée selon laquelle certaines anciennes combattantes ont essayé de faire passer leur comportement et leur rôle au sein d'organisations violentes comme globalement conformes aux attentes sexospécifiques en vue d'éviter la stigmatisation de leurs communautés suggère que les transformations opérées en temps de guerre peuvent réellement nuire aux femmes en temps de paix.

---

161 Lackenbauer et al., « If Our Men Won't Fight, We Will », 58.

162 Gorman et Chauzal, « 'Hand in Hand' ».

163 « Suicide Bomber Kills 15 in Yobe » (« Un kamikaze tue 15 personnes à Yobe »), *The Nation (Nigeria)*, samedi 25 juillet 2015 ; « Nigeria: 12 Killed in Suicide Attacks in Yobe, Borno » (« Nigéria : 12 personnes tuées dans des attaques suicides à Yobe, Borno »), *Africa News*, 18 février 2015 ; « Two Killed in Boko Haram Raid on Army Chief's Village: Residents » (« Deux personnes tuées dans un raid de Boko Haram sur le village du chef de l'armée : des habitants »), *Agence France Presse – Anglais*, 22 juillet 2015.

164 « Nigeria: Reports of Women Being Arrested in Connection with the Oodua People's Congress (OPC) (January 2000–February 2001) » (« Nigéria : Des femmes auraient été arrêtées en lien avec le Congrès du peuple d'Oodua (OPC) (janvier 2000-février 2001) », Commission canadienne de l'immigration et du statut de réfugié, 14 février 2001.

165 « Nigeria: The O'odua People's Congress: Fighting Violence with Violence » (« Nigéria : The O'odua People's Congress : Combattre la violence par la violence »), *Human Rights Watch* 15, n° 4 février 2003.

166 En raison du manque de données sur la participation des femmes aux groupes de type GAC, le présent document n'aborde pas la question de la prévalence des violences sexuelles perpétrées sur les femmes faisant partie de ces groupes. Cependant, il existe des indices démontrant que des femmes civiles sont bel et bien violées par les GAC.

167 Niagale Bagayoko, Eboe Hutchful et Robin Luckham, « Hybrid Security Governance in Africa: Rethinking the Foundations of Security, Justice and Legitimate Public Authority » (« Gouvernance hybride de la sécurité en Afrique : Repenser les fondements de la sécurité, de la justice et de l'autorité publique légitime »), *Conflict, Security & Development* 16, n° 1 (2016) : 1–32.

168 Deborah Posel, « Afterword: Vigilantism and the Burden of Rights: Reflections on the Paradoxes of Freedom in Post-Apartheid South Africa » (« Postface : Le vigilantisme et le poids du droit : Réflexions sur les paradoxes de la liberté en Afrique du Sud post-apartheid »), *Africa Studies* 63, n° 2 (2004) : 231–236.

169 Hernandez, « The Ganda Koy Militia », 170 ; Collyer, « Aisha: Boko Haram Huntress ».

Il existe également des preuves accablantes du fait que l'activité des milices peut en fait exacerber la violence dans les communautés, ce qui affecte de manière démesurée les femmes. Selon Strauss, le Ganda Koy a été impliqué dans certains des pires massacres perpétrés contre des civils.<sup>170</sup> Au Nigéria, il est largement rapporté que les forces de sécurité, y compris l'armée nationale, la FICC et les milices Bakassi Boys ont toutes contribué à l'aggravation de la violence. Bien que la FICC se soit démenée pour contrer la violence de ses militants, elle a également invité les insurgés à perpétrer des attaques de représailles et a elle-même commis des violations des droits humains, dont des exécutions sommaires et des viols et abus à l'encontre de femmes et d'enfants.<sup>171</sup> Les membres de la force d'intervention ont également été accusés d'avoir imposé des relations sexuelles non consenties à des personnes détenues illégalement.<sup>172</sup>

Pourtant, il existe des raisons de se montrer (prudemment) optimiste quant à l'idée que les femmes des GAC pourraient jouer un rôle dans l'éradication des violations des droits humains. Nagarajan soutient que les miliciennes peuvent jouer un rôle direct dans la prévention de l'exploitation sexuelle et des abus dont sont victimes des femmes civiles.<sup>173</sup> Ainsi, en 2017, plus de deux mille femmes membres du Vigilante Group of Nigeria (VGN), une organisation de police communautaire semi-officielle, ont été formées à la détection et au signalement des abus perpétrés à l'encontre des femmes et enfants, notamment sous la forme de violences sexuelles et de traite des êtres humains.<sup>174</sup> De plus, des femmes membres de la FICC rapportent que leur présence et leur surveillance ont entraîné une réduction de l'exploitation et des abus sexuels de la part des militaires dans les camps de déplacés où elles étaient stationnées.<sup>175</sup> Si davantage de femmes au sein des milices pouvaient suivre une telle formation, elles pourraient potentiellement prévenir certaines atrocités, bien qu'on ne sache pas si cela permettrait d'éviter plus de violations que celles perpétrées par les groupes eux-mêmes. En outre, si les GAC encourageaient les femmes à faire jouer leurs liens et leur influence au sein des communautés pour convaincre les acteurs violents latents de renoncer à la violence, elles pourraient promouvoir la paix dans leurs communautés. Les faits montrent cependant que les femmes n'ont pas toutes un tel pouvoir ou, surtout une telle envie.

L'hypothèse selon laquelle les femmes joueront toujours un rôle pacifique dans les conflits peut être exagérée, car les faits disponibles n'étaient pas une telle affirmation. Les femmes touarègues d'âge mûr au Mali et les femmes membres de l'OPC au Nigéria, par exemple, ont été directement à l'origine de la violence dans leurs communautés. Matfess identifie des rôles similaires chez les femmes turkana du Kenya et Karamojong en Ouganda.<sup>176</sup> En outre, les incidents entre femmes maliennes émaillant des événements de consolidation de la paix organisés par l'ONU montrent que les femmes se livrent parfois à des querelles interethniques, alimentent les rancœurs et œuvrent activement contre la paix, même lorsque des infrastructures sont en place. Si les femmes au sein de ces communautés possèdent la capacité de promouvoir la paix dans leurs communauté et d'exercer un effet de levier dans ce sens,<sup>177</sup> il est important de ne pas négliger tout autant leur potentiel d'aggravation de la violence. Si l'on considère la double prédilection des femmes à la fois de

170 Scott Strauss, *Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and Genocide in Modern Africa* (« Faire et défaire les nations : Guerre, leadership et génocide dans l'Afrique moderne ») (Cornell University Press, 2015).

171 « 2017 Trafficking in Persons » (« La traite d'êtres humains en 2017 »), U.S. Department of State ; Holmer, « Nigeria's Double-Edged Front Line ».

172 Adbulkareem Haruna, « Soldiers, CJTF Make Us Give Sex for Food – Wives of Detained Boko Haram Suspects Write Buhari » (« Les soldats et la FICC nous demandent des faveurs sexuelles en échange de nourriture – Les femmes des détenus suspects d'allégeance à Boko Haram écrivent à Buhari »), *Premium Times*, 12 mars 2018.

173 Nagarajan, « To Defend or Harm? »

174 « Vigilantes Empower Members Against Rape » (« Les groupes d'autodéfense donnent à leurs membres des moyens de lutter contre le viol »), *Weekly Trust*, 8 avril 2017 ; Jan Beek, Mirco Göpfert, Olly Owen, et Jonny Steinberg, Jonny, *Police in Africa: The Street Level View* (« La police en Afrique : vue de la rue ») (Oxford University Press, 2017).

175 Ene Osang, « Zainab: Female CJTF That Protects Girls, Women From Rape » (« Zainab : une membre de la FICC qui protège les jeunes filles et les femmes contre le viol »), *Global Sentinel*, 22 avril 2019.

176 Matfess, *Pourvoyeuses de légitimité*.

177 Matfess, *Pourvoyeuses de légitimité*.

contribution au conflit et de promotion de la paix, il est évident qu'une approche de la consolidation de la paix consistant à « saupoudrer de femmes et à bien mélanger le tout » peut ne pas toujours conduire à la paix. Au lieu de cela, il est impératif de comprendre les orientations des femmes en matière de paix ou de conflit pour évaluer leur impact et cela nécessite de la part des responsables politiques de prendre en compte les incitations qui poussent les femmes à rejoindre les GAC.

Dans le cadre de ce rapport, la vengeance et les représailles se sont révélées être un moteur courant du côté de l'offre des recrues féminines. Comme les femmes sont souvent motivées par un désir de vengeance, les efforts de consolidation de la paix qui ne comprennent pas de mesures visant à atténuer les griefs liés aux conflits risquent d'être inefficaces. Par exemple, un milicien de Ganda Koy a pu déclarer que « même s'il y a des négociations, même si tout le monde est d'accord pour faire la paix, si je mets la main sur l'un d'entre eux [les rebelles], je ne me contenterai pas de leur trancher la gorge, je leur couperai la tête ». <sup>178</sup> Les idées de représailles ne sont pas nécessairement spécifiques aux femmes. Cette préoccupation est en grande partie conforme à l'affirmation de l'historien Gregory Mann selon laquelle « il y avait un risque que les milices poursuivent leurs propres objectifs et "ouvrent la boîte de Pandore" du conflit ; une série de rancœurs et de griefs qui ont été difficiles à contenir par le passé ». <sup>179</sup> Les décideurs politiques devraient donc envisager d'intégrer des mécanismes de paix et de justice susceptibles d'apporter un soulagement sur ces points et de faciliter la réhabilitation de la société.

En outre, comme indiqué ci-dessus, les dirigeants des groupes armés sont enclins à dévaloriser la participation des femmes au sein des GAC. Il y a une impulsion sous-jacente qui pousse à catégoriser le rôle des femmes au sein des organisations de sécurité comme de soutien ou informel ; certaines activités des femmes peuvent être qualifiées d'informelles même si des tâches identiques sont attribuées à des membres formels. Ces étiquettes amoindrisent l'importance du travail des femmes dans les GAC, mais surtout jettent le doute sur leur qualification en tant que combattantes méritant ressources, soutien et reconnaissance. La communauté politique a adopté le terme de *femmes associées à des groupes armés* (*women associated with armed groups – WAAGS*) pour identifier les participantes informelles au sein des groupes armés. Pourtant, une telle délimitation a des conséquences inattendues, en particulier pour la paix. Au sein de la FICC, par exemple, les conjointes des membres masculins de la FICC ne sont pas considérées comme des membres à part entière en dépit de leur présence en première ligne. Elles sont plutôt considérées comme des « épouses », donc avec la connotation qu'elles font cela pour soutenir leurs maris. Il est important de se demander si le fait d'être mariée à un membre de la FICC réduit l'implication des femmes, leur investissement dans l'obtention de résultats ou leur rôle central dans les efforts d'une organisation. En outre, s'il faut la bénédiction des femmes pour que les hommes partent au combat ou s'assoient à la table des négociations, les femmes ne constituent-elles pas des acteurs majeurs disposant d'un pouvoir de veto qui devraient faire partie du processus de résolution ?

Enfin, ce rapport montre que les praticiens devraient éviter d'accorder systématiquement beaucoup d'importance aux affirmations selon lesquelles les femmes ne participent pas officiellement – même si elles émanent de chefs de groupes armés – compte tenu de leur forte tendance à négliger, minimiser et rendre invisible la contribution des femmes à la sécurité.

---

178 Starkey, « Women are Bent on Revenge Against Tuareg Rebels in Mali ».

179 Ford et Allen, « Mali Civilians Vow to Take Up Arms Against Islamist Extremists ».

# ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION AUX FINS DES POLITIQUES ET DE LA PRATIQUE

Le présent rapport étudie la participation des femmes dans les groupes armés communautaires et constate qu'en Afrique de l'Ouest, les femmes jouent un certain nombre de rôles essentiels qui soutiennent les GAC et influencent d'importants processus de conflit. Les principales conclusions de ce rapport sont que les femmes participent officiellement et officieusement aux GAC pour beaucoup des mêmes raisons pour lesquelles elles participent à la rébellion ; et qu'elles expriment souvent des motivations similaires à celles des hommes. Le rapport ouvre également un certain nombre de pistes fructueuses pour la recherche scientifique et propose un certain nombre de prescriptions politiques clés.

Ce manuscrit est en relation avec le cadre « EMT », qui formule des stratégies pour répondre à l'émergence des GAC, en mettant l'accent sur *l'engagement, le management et la transformation* de ces groupes.<sup>180</sup> En ce qui concerne *l'engagement* et le *management*, les parties prenantes doivent se demander si l'intégration de femmes pourrait brouiller les frontières d'une organisation armée. Les femmes sont souvent considérées comme des passerelles vers leurs communautés et peuvent aider les GAC à instaurer la confiance et à gagner en légitimité auprès de la communauté au sens large. À cet égard, leur recrutement peut avoir des conséquences importantes sur les relations d'une communauté avec les groupes armés et la violence, en général. À court terme, les femmes peuvent avoir la capacité et la volonté de prévenir les atrocités perpétrées à l'encontre d'autres femmes ainsi que les violences liées aux élections. Ainsi, la promotion des femmes peut atténuer l'effet de la violence des GAC sur les membres de la communauté et les acteurs externes.

La *transformation* des GAC risque toutefois d'être plus difficile, surtout si des recommandations vont dans le sens d'un démantèlement des groupes armés. Comme bon nombre des GAC examinés ici sont enracinés dans des traditions locales et entretiennent des liens apparemment indissolubles avec des institutions culturelles et politiques préexistantes, il peut ne pas être possible de décider du retrait des GAC sans nuire gravement aux communautés elles-mêmes. Les sociétés d'initiation d'Afrique de l'Ouest sont une illustration du lien solide entre la politique traditionnelle et la politique de sécurité, tandis que les associations de chasseurs en sont une autre. Si les chasseurs ont combattu sur le front des conflits en Sierra Leone, au Libéria et au Nigéria, leurs organisations ont bénéficié d'une position politique, sociale et morale plus étendue dans leurs sociétés.<sup>181</sup> Selon Leach, ils ont « toujours fait bien plus que juste chasser » ; ils ont informé la société de « la gouvernance d'une bonne conduite des personnes entre elles, et des personnes envers les animaux, les plantes et d'autres forces de la "brousse". »<sup>182</sup> Ainsi, la dissolution de ces groupes pour améliorer les résultats en matière de sécurité priverait probablement les communautés de leur ancrage moral et social ainsi que des mécanismes informels de résolution des conflits que ces groupes promeuvent. Une telle politique priverait également les femmes d'importantes sources de légitimité et d'influence politiques. Les travaux sur la gouvernance de la sécurité hybride en Afrique suggèrent qu'il est possible pour les États de coexister et d'interagir avec les acteurs non étatiques vecteurs de sécurité. De

180 Moritz Schuberth, *Une approche des groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne : Enseignements tirés et mesures de la réussite* (Washington, D.C.: RESOLVE Network, 2020) <https://doi.org/10.37805/cbags.fr.2020.4>

181 Melissa Leach, « Introduction to Special Issue: Security, Socioecology, Polity: Mandé Hunters, Civil Society, and Nation States in Contemporary West Africa » (« Introduction à une question spéciale : sécurité, socio-écologie, régime politique : les chasseurs, la société civile et les États nations de l'Afrique de l'Ouest contemporaine »), *Africa Today* 50, n° 4 (2004) : VII-XVI. <https://doi.org/10.1353/at.2004.0052>.

182 Leach 2004, VIII.

plus, les recherches montrent que de telles dispositions peuvent permettre d'assurer des services publics et des services de sécurité à des populations difficiles à atteindre qui ont été historiquement négligées par l'État.<sup>183</sup> Bien que ces efforts soient probablement d'un plus grand intérêt pour les zones rurales de la périphérie, ils peuvent également concerner les communautés situées au centre.<sup>184</sup> Dans ce contexte, les décideurs politiques et les praticiens doivent tenir compte de ce qui suit dans tous les efforts visant à prévenir ou à réduire la violence dans les zones où des GAC diversifiés sur le plan du genre interviennent.

## **LES NORMES LOCALES DÉTERMINENT LES MODÈLES DE PARTICIPATION DES FEMMES**

Les conclusions de ce rapport suggèrent que, contrairement aux organisations rebelles, les pratiques de recrutement des GAC sont souvent motivées et inspirées par les normes locales. Ce rapport n'a toutefois pas été en mesure de déterminer quelles sources spécifiques de normes locales étaient les plus pertinentes dans tous les cas. Agbiboa soutient que les GAC peuvent être légitimés par différentes institutions locales, parfois concurrentes, que ce soient des organes traditionnels, communautaires, religieux ou politiques. Ainsi, une première recommandation de ce rapport est que *les politiques doivent être élaborées relativement à des communautés spécifiques, en tenant compte des dynamiques locales, plutôt qu'être formulées au niveau national. Les interventions doivent identifier et cibler les sources locales de légitimité et de pouvoir politique des GAC.*

## **TOUTES LES FEMMES NE SONT PAS, OU NE SONT PAS À MÊME D'ÊTRE DES ARTISANS DE LA PAIX**

La participation des femmes aux GAC peut produire des résultats positifs comme négatifs. Lorsque les femmes œuvrent pour la paix de manière formelle comme informelle et se positionnent comme protectrices de leurs communautés, elles peuvent être en mesure de réduire la violence de groupe. Lorsque les femmes œuvrent dans le sens inverse de la paix, elles ont le potentiel d'ajouter de l'instabilité à des situations déjà volatiles. Au Nigéria, en Côte d'Ivoire et au Mali, les femmes sont vénérées dans la plupart des communautés ; elles portent en elles la légitimité et la capacité de persuader leurs collègues. Ainsi, elles ont le potentiel d'être des acteurs disposant d'un important pouvoir de veto, susceptibles de soutenir ou de réduire à néant les perspectives de paix. Les décideurs politiques doivent éviter de se reposer sur des notions essentialistes des préférences des femmes et éviter les hypothèses selon lesquelles toutes les femmes ont envie d'œuvrer pour la paix. *Les praticiens doivent reconnaître que les femmes peuvent, selon les moments, œuvrer pour la paix tout comme alimenter les conflits avec la même ferveur. Les praticiens devraient identifier et promouvoir des femmes spécifiques dans les communautés qui ont des prédilections connues pour la paix.* Comme le rôle, la centralité et l'importance de ces femmes dans leurs communautés varient selon la tranche d'âge, *les décideurs politiques doivent soigneusement tenir compte de l'âge lors de la formulation de recommandations sur la manière de dialoguer avec les GAC et de les gérer.* Dans les sociétés gérontocratiques comme le Mali, les femmes âgées ont plus d'influence que les femmes jeunes, et certainement une plus grande disponibilité biographique. Dans le Ganda Koy, par exemple, les femmes plus âgées, à l'aise financièrement et en mesure d'équilibrer les responsabilités domestiques et les activités extérieures étaient plus susceptibles de participer aux activités des GAC.<sup>185</sup> Cela ouvre la possibilité pour les femmes plus âgées d'exercer une influence sur les questions de paix et de conflit d'une manière différente de leurs homologues plus jeunes. *Il est d'autant plus important de faire attention au croisement entre l'âge et le sexe que les efforts visant à réprimer la violence sont souvent axés sur les jeunes hommes.*

183 Bagayoko et al., « Hybrid Security Governance in Africa ».

184 Ibid.

185 Hernandez , « The Ganda Koy Militia », 169.



## LE TRAITEMENT DES GRIEFS LIÉS AUX CONFLITS PEUT ÊTRE IMPORTANT

Comme tant de femmes membres des GAC semblent motivées par un désir de représailles, il est important que des mécanismes soient en place pour atténuer certains des griefs individuels qui poussent au désir de recrutement. Sans ces efforts, les femmes ont le potentiel de saper la sécurité communautaire. En Sierra Leone, par exemple, des femmes se sont activement engagées dans des activités de pillage pour tenter d'attiser la violence entre les factions RUF/AFRC et Kamajor en diffusant de fausses nouvelles sur les intentions des groupes armés de rompre les cessez-le-feu et de se livrer à des attaques sournoises pendant la phase de démobilisation du processus de paix de Lomé.<sup>186</sup> Ne pas respecter les préférences et les intérêts de ces femmes pendant le processus de paix pourrait avoir de réelles conséquences sur la paix et la stabilité.

Il est également crucial de considérer et de prendre en compte le fait que les causes profondes du recrutement des GAC peuvent être périphériques aux conflits eux-mêmes. Cela nécessite souvent que l'État renforce la prestation de services sociaux, notamment la protection. En outre, les sentiments de colère, de frustration et de ressentiment sont de puissants moteurs de l'engouement des femmes pour la violence. Les efforts pour répondre aux griefs qui suscitent de tels sentiments peuvent donc contribuer grandement à réduire l'attrait de la violence ainsi que les tentatives de nuire à la paix. En l'absence de renforcement des capacités de l'État, *les décideurs politiques devraient s'efforcer de traiter les griefs liés aux conflits en promouvant et en entretenant des mécanismes pertinents de justice transitionnelle.*<sup>187</sup>

## CONCLUSION

La participation des femmes aux GAC est une affaire complexe. Il n'existe pas de tronc commun pour l'implication des femmes, ni de manière universelle de participer aux groupes armés communautaires. Les femmes interagissent avec les GAC par le biais de canaux formels et informels, mais les conséquences globales de leur engagement ne semblent pas reposer sur cette distinction ; les femmes peuvent avoir un impact sur la paix et la sécurité par le biais de leurs rôles de soutien ainsi que par le biais de liens formels avec les membres. En outre, la participation formelle des femmes ne devrait pas être automatiquement considérée comme plus efficace. Alors que dans certains cas, le rôle actif joué par les femmes dans les organisations de sécurité remet en question les conventions sur leurs capacités et approfondit leur engagement politique, dans d'autres, les femmes n'observent aucun changement à long terme et de grande envergure de leur propre statut ou de leur situation dans leurs communautés après un conflit. Dans le même temps, les femmes sont capables de faire office de programmeurs et d'acteurs disposant d'un pouvoir de veto sans manier d'armes ou d'accéder à une position officielle au sein d'un groupe armé. Les recherches futures devraient en conséquence essayer de mieux comprendre l'impact différentiel de la participation des femmes et en quoi il est lié à leur mode d'interaction avec les GAC.

En filigrane, le rapport suggère que les changements sociaux durables liés au sexe émanent rarement de la participation des femmes aux GAC. Cependant, lorsque l'on prend en compte le fait que plusieurs des principaux moteurs de la participation des femmes sont de nature pratique et personnelle (p. ex., protection, vengeance, avantages matériels) et n'ont pas nécessairement pour ambition d'aboutir à un changement social plus large, cela soulève la question de savoir si des révisions significatives du statu

186 Sulaiman Momodu, « Sierra Leone: Woman War-Monger Executed in Panguma » (« Sierra Leone : exécution d'une femme appelant à la guerre à Panguma »), Africa News, 7 janvier 2000.

187 Cyanne Loyle et Benjamin Appel, « Conflict Recurrence and Postconflict Justice: Addressing Motivations and Opportunities for Sustainable Peace » (« Récurrence des conflits et justice post-conflit : Identifier les motivations et les opportunités pour une paix durable »), *International Studies Quarterly* 61, n° 3 (2017) : 690–703.

quo devraient en résulter. En outre, bien que de nombreux chercheurs soutiennent que les conflits peuvent générer des occasions de produire des changements radicaux en matière de droits et de libertés des femmes, ces arguments n'ont pas pris en compte l'hétérogénéité des intérêts des femmes et la manière dont les types de groupes violents que les femmes soutiennent influencent ce qu'elles sont capables de retirer du conflit. De nombreux GAC d'Afrique de l'Ouest sont associés à des institutions politiques traditionnelles et entretiennent des relations symbiotiques ou coopératives avec l'État. Si les groupes armés ne sont pas révisionnistes et s'efforcent de préserver le statu quo, faut-il s'attendre à ce que leurs activités facilitent les évolutions des ordres politiques et sociaux existants ? Les chercheurs devraient se pencher sur les circonstances dans lesquelles les GAC sont capables, intéressés et désireux d'être socialement progressistes. Bien que le rapport ait mis en évidence l'existence de nombreuses similitudes entre les groupes rebelles et les GAC en termes d'offre et de demande pour les participantes, ces différents types de mouvements armés sont particulièrement dissemblables en ce qui concerne leurs objectifs et leurs intérêts. Ces écarts ne sont pas anodins, car ils influencent probablement l'orientation d'un groupe vers un changement social général.

Enfin, se pose en permanence la question de savoir si les GAC sont « bons » ou « mauvais » et s'ils doivent être soutenus ou dissous. Les premiers éléments indiquent qu'il n'y a pas de réponse simple. Les GAC ont souvent des objectifs louables et produisent des biens publics positifs. Ils offrent également aux femmes d'importantes possibilités d'engagement politique et peuvent contribuer à la construction et à la cohésion communautaires. Certains GAC se démènent également pour établir la paix, avec les femmes au premier plan. Cependant, dans leur désir de « sécuriser » leurs communautés, certains GAC agissent également de manière extrajudiciaire, se livrent à de graves abus à l'encontre des civils et exacerbent les tensions avec d'autres acteurs non étatiques. Interpréter leur impact demande de la nuance et la reconnaissance que les GAC, comme les femmes, sont hétérogènes. Par exemple, les Benkadi, mobilisés par les dozos au Mali et en Côte d'Ivoire, semblent entretenir des relations bienveillantes et productives avec leurs communautés, tandis que les milices dozo Mossi du Burkina Faso, les koglwéogo, sont considérées à la fois comme des défenseurs et une menace pour les communautés dans lesquelles ils opèrent.<sup>188</sup>

Les recherches futures ne devraient pas porter sur la manière de débarrasser entièrement les États de tous les GAC, mais sur la manière de les maîtriser à l'issue de ces conflits. En outre, comme les femmes d'Afrique de l'Ouest ont joué un rôle important en tant qu'arbitres moraux et artisans de la paix dans de nombreux conflits, il faut se demander quel rôle elles pourraient jouer dans l'atténuation de la violence des GAC. Les premiers éléments indiquent que leur participation permettrait de contenir les acteurs violents. Cependant, cela ne se fera que si les femmes participantes ont la volonté de contraindre. Les chercheurs devraient essayer de découvrir quand et pourquoi les femmes font le choix de promouvoir la paix plutôt que la violence. Dans cette perspective, la paix et les conflits peuvent être considérés comme des instruments ; lorsque le recours à la violence est jugé nécessaire à l'atteinte d'un résultat, les femmes sont susceptibles de la promouvoir. Lorsque le conflit a atteint ses limites en termes de production de résultats, les femmes peuvent œuvrer à la paix avec la même ferveur. Il est crucial d'identifier à quel moment une stratégie évolue jusqu'à être considérée comme supérieure à l'autre.

---

188 Margaret Ariotti et Kevin Friday, *Informal Governance as a Force Multiplier in Counterterrorism: Evidence for Burkina Faso* (« La gouvernance informelle comme multiplicateur de force dans le contre-terrorisme : le cas probant du Burkina Faso »), JSOU Report 20-3, Joint Special Operations University, 2020.

# RÉFÉRENCES

- Agbibo, Daniel. *Origines de la gouvernance hybride et de la mobilisation des communautés armées en Afrique subsaharienne*. Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019. [https://www.resolve.net/system/files/2021-02/RESOLVE\\_CBAGs\\_Origines%20de%20la%20gouvernance%20hybride\\_0.pdf](https://www.resolve.net/system/files/2021-02/RESOLVE_CBAGs_Origines%20de%20la%20gouvernance%20hybride_0.pdf).
- Alison, Miranda. « Cogs in the wheel? Women in the Liberation Tigers of Tamil Eelam » (« De simples rouages dans la machine ? Les femmes au sein des Tigres de libération de l'Îlam tamoul »), *Civil Wars* 6, n° 4 (2003) : 37–54.
- Alison, Miranda. *Women and Political Violence: Female Combatants in Ethno-national Conflict* (« Les femmes et les violences politiques : les combattantes dans les conflits ethno-nationaux »). New York, Routledge, 2009.
- Amadiume, Ifi. « Women's Political History » (« L'histoire politique des femmes »). *Afrique de l'Ouest* (10) (1984).
- Ariotti, Margaret et Kevin Friday. *Informal Governance as a Force Multiplier in Counterterrorism: Evidence for Burkina Faso*. (« La gouvernance informelle comme multiplicateur de force dans le contre-terrorisme : le cas probant du Burkina Faso »). JSOU Report 20–3. Joint Special Operations University.
- Badmus, Isiaka. « Explaining Women's Roles in the West African Tragic Triplet » (« Expliquer les rôles des femmes dans la tripléte tragique ouest-africaine »). *Journal of Alternative Perspectives in the Social Sciences* 1, n° 3 (2009) : 808–839.
- Bagayoko, Niagale, Eboe Hutchful et Robin Luckham. « Hybrid Security Governance in Africa: Rethinking the Foundations of Security, Justice and Legitimate Public Authority » (« Gouvernance hybride de la sécurité en Afrique : Repenser les fondements de la sécurité, de la justice et de l'autorité publique légitime »), *Conflict, Security & Development* 16, n° 1 (2016) : 1–32.
- Barth, Elise. « Peace as Disappointment: The Reintegration of Female Soldiers in Post-conflict Societies: A Comparative Study from Africa » (« La déception de la paix : La réintégration des femmes soldats dans les sociétés post-conflit : étude comparative de l'Afrique »), International Peace Research Institute, Oslo, août 2002.
- Beek, Jan, Göpfert, Mirco, Owen, Olly et Steinberg, Jonny. *Police in Africa: The Street Level View*. (« La police en Afrique : vue de la rue ») Oxford : Oxford University Press, 2017.
- Boisvert, Marc-André. « Failing at Violence: the Longer-lasting Impact of Pro-government Militias in Northern Mali Since 2012 » (« L'échec de la violence : Impact à long terme des milices pro-gouvernementales dans le nord du Mali depuis 2012 »). *African Security* 8, n° 4 (2015) : 272–298.
- Cohen, Dara Kay. « Dueling Incentives: Sexual Violence in Liberia and the Politics of Human Rights Advocacy » (« Dualité des motivations : violence sexuelle au Libéria et politique de défense des droits humains ») *Journal of Peace Research* 49, n° 3 (2012) : 445–458.
- Cohen, Dara Kay et Amelia Hoover Green. « Sexual Violence in Liberia and the Politics of Human Rights Advocacy » (« Violence sexuelle au Libéria et politique de défense des droits humains »), *Journal of Peace Research* 49, n° 3 (2012) : 445–458.
- Coulter, Chris. « Female Fighters in the Sierra Leone War: Challenging the Assumptions? » (« Les femmes combattantes dans la guerre en Sierra Leone : des hypothèses contestées ? »), *Feminist Review* 88 (2008) : 54–73.
- Cunningham, Karla J. « Cross-Regional Trends in Female Terrorism » (« Tendances transrégionales du terrorisme féminin »), *Studies in Conflict and Terrorism* 26, n° 3 (2003) : 171–195.
- Dalby, Ned. « In Search of the Kamajors, Sierra Leone's Civilian Counter-insurgents » (« À la recherche des Kamajors, les contre-insurgés civils du Sierra Leone »), *International Crisis Group*, mars 2017.
- Day, Lynda. *Gender and Power in Sierra Leone: Women Chiefs of the Last Two Centuries* (« Genre et pouvoir en Sierra Leone : les femmes chefs de ces deux derniers siècles »). Springer, 2012.
- De Pauw, Linda Grant. *Battle Cries and Lullabies: Women in War from Prehistory to the Present* (« Cris de guerre et berceuses : les femmes dans la guerre, de la préhistoire à nos jours »). Norman, OK : University of Oklahoma Press, 1998.
- Diabaté, Naminata. *Naked Agency: Genital Cursing and Biopolitics in Africa*. (« Le pouvoir de la nudité : Malédiction génitale et biopolitique en Afrique »). Duke University Press, 2020.
- Diallo, Kamina. « When Women Take Part in the Rebellion: The Ex-Fighters from Ivory Coast » (« Quand les femmes prennent part à la rébellion : les ex-combattantes de Côte d'Ivoire »). Noria, 2017, <https://www.noria-research.com/the-local-roots-of-violence-burkina-faso/> (en anglais).
- Donnelly, Phoebe. « The Interactive Relationship between Gender and Strategy » (« La relation interactive entre le genre et la stratégie »). *Global Society* 32, n° 4 (2018) : 457–476.
- Ferme, Mariane C. et Danny Hoffman. « Hunter Militias And The International Human Rights Discourse In Sierra Leone And Beyond » (« Les milices de chasseurs et le discours international sur les droits humains en Sierra Leone et au-delà »). *Africa Today* (2004) : 73–95.
- Gomez, Michael. *Exchanging Our Country Marks: The Transformation of African Identities in the Colonial and Antebellum South*. (« Échanger les marqueurs de notre pays : transformation des identités africaines dans le Sud colonial et antebellum »). University of North Carolina Press, 2000.
- Gorman, Zoé et Chauzal, Grégory. « 'Hand in Hand': A Study of Insecurity and Gender in Mali » (« "Main dans la main" : une étude sur l'insécurité et le genre au Mali »). *SIPRI Insights on Peace and Security*, 2019/6.
- Hackett, Rosalind. « Women in African Religions » (« Les femmes dans les religions africaines »), dans *Religion and Women* (« La religion et les femmes »), sous la direction d'Avind Sharma. SUNY Press, 1994.
- Henshaw, Alexis Leanna. *Why Women Rebel: Understanding Women's Participation in Armed Rebel Groups* (« Pourquoi les femmes se rebellent : comprendre la participation des femmes aux groupes rebelles armés »). Taylor & Francis, 2016.
- Hernandez, Andrew. « The Ganda Koy Militia: Ethnicity, Politics and Mobilisation in Northern Mali » (« La milice Ganda Koy : Ethnicité, politique et mobilisation dans le nord du Mali »), dans *Identités sahéliennes en temps de crise : Histoires, enjeux et perspectives*, sous la direction de Baz Leqoq et Amy Niang. LIT Verlag Münster, 2019.
- Herrera, Natalia et Douglas Porch. « 'Like Going To A Fiesta'—The Role of Female Fighters in Colombia's FARC-EP » (« Comme se rendre à une fête – Le rôle des combattantes au sein des FARC-EP en Colombie »). *Small Wars & Insurgencies* 19, n° 4 (2008) : 609–634.
- Hoffman, Danny. *The War Machines: Young Men and Violence in Sierra Leone and Liberia* (« Les machines de guerre : Jeunes hommes et violence en Sierra Leone et au Libéria »). Duke University Press, 2011.
- Human Rights Watch. « Nigeria: The O'odua People's Congress: Fighting Violence with Violence » (« Nigéria : The O'odua People's Congress : Combattre la violence par la violence »). 15, n° 4 février 2003.

- Humphreys, Macartan et Weinstein, Jeremy. « Who Fights? The Determinants of Participation in Civil War » (« Qui combat ? Les déterminants de la participation à la guerre civile »). *American Journal of Political Science* 52, n° 2 (2008) : 436–455.
- Israelsen, Shelli. « Women in Charge: The Effect of Rebel Governance and Women’s Organizations on Karen Women’s Political Participation » (« Les femmes aux commandes : L’effet de la gouvernance rebelle et des organisations de femmes sur la participation politique des femmes Karen »). *Civil Wars* 20, n° 3 (2018) : 379–407.
- Kalyvas, Stathis et Matthew Kocher. « How ‘Free’ is Free Riding in Civil Wars? Violence, Insurgency, and the Collective Action Problem » (« Dans quelle mesure l’absence de contrepartie est-elle vraiment sans contrepartie dans les guerres civiles ? Violence, insurrection et difficulté de l’action collective »). *World Politics* 59, n° 2 (2007) : 177–216.
- Kampwirth, Karen. *Feminism and the Legacy of Revolution: Nicaragua, El Salvador, Chiapas* (« Le féminisme et l’héritage de la révolution : Nicaragua, El Salvador, Chiapas »). Ohio University Press, 2014.
- Lackenbauer, Helené, Magdalena Tham Lindell et Gabriella Ingerstad. « If Our Men Won’t Fight, We Will : A Gendered Analysis of the Armed Conflict in Northern Mali » (« Si nos hommes ne veulent pas se battre, nous nous en chargerons : Analyse sexospécifique du conflit armé dans le nord du Mali »). FOI-R, novembre 2015.
- Leach, Melissa. « Introduction to Special Issue: Security, Socioecology, Polity: Mande Hunters, Civil Society, and Nation States in Contemporary West Africa » (« Introduction à une question spéciale : sécurité, socio-écologie, régime politique : les chasseurs, la société civile et les États nations de l’Afrique de l’Ouest contemporaine »). *Africa Today* 50, n° 4 (2004) : VII-XVI. <https://doi.org/10.1353/at.2004.0052>.
- Loyle, Cyanne et Benjamin Appel. « Conflict Recurrence and Postconflict Justice: Addressing Motivations and Opportunities for Sustainable Peace » (« Récurrence des conflits et justice post-conflit : Identifier les motivations et les opportunités pour une paix durable »). *International Studies Quarterly* 61, n° 3 (2017) : 690–703.
- MacKenzie, Megan. *Female Soldiers in Sierra Leone: Sex, Security, and Post-conflict Development* (« Femmes soldats en Sierra Leone : sexe, sécurité et développement post-conflit »). NYU Press, 2015.
- Manekin, Devorah et Reed M. Wood. « Framing the Narrative: Female Fighters, External Audience Attitudes, and Transnational Support for Armed Rebellions » (« Cadrer le récit : combattantes, attitudes du grand public et soutien transnational aux rébellions armées »). *Journal of Conflict Resolution*, 26 mars 2020.
- Mason, T. David. « Women’s Participation in Central American Revolutions: A Theoretical Perspective » (« La participation des femmes aux révolutions en Amérique centrale : une perspective théorique »). *Comparative Political Studies* 25, n° 1 (1992) : 63–89.
- Matfess, Hilary. *Pourvoyeuses de légitimité : Les femmes dans les groupes armés communautaires*. Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2020. <https://doi.org/10.37805/cbags.fr.2021.3>
- Muana, Patrick. « The Kamajoi Militia: Civil War, Internal Displacement and the Politics of Counter-Insurgency » (« La milice Kamajoi : guerre civile, déplacements internes et politique de contre-insurrection »). *Africa Development* 22, n° 3/4 (1997) : 77–100.
- Mazama, Ama. « Ogboni Society » (« La société Ogboni »), dans *Encyclopedia of African Religion*, sous la direction de M. K. Asante et A. Mazama, 479, Thousand Oaks, CA : SAGE Publications, Inc, 2009.
- Mazurana, Dyan. « Women, Girls and Non-State Armed Opposition Groups » (« Les femmes, les jeunes filles et les groupes d’opposition armés non étatiques »), dans *Women and Wars: Contested Histories, Uncertain Futures* (« Les femmes et les guerres : Des histoires contestées, des futurs incertains »), sous la direction de Carol Cohn. Malden : Polity Press, 2013.
- Mazurana, Dyan et Kristopher Carlson. Dyan Mazurana et Khristopher Carlson, « From Combat to Community: Women and girls of Sierra Leone » (« Du combat à la communauté : femmes et jeunes filles du Sierra Leone »). Washington, D.C. : Hunt Alternatives Fund, 2004
- Méndez, Andrea. « Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia’s FARC and AUC » (« Performativité de genre militarisée : les femmes et la démobilisation au sein des FARC et des AUC en Colombie »). Thèse de doctorat, université Queen’s, 2012.
- Miran-Guyon, Marie. « Les forces armées de Côte d’Ivoire : portrait d’un dispositif fragile : Entretien avec Bruno Clément-Bollée ». *Afrique Contemporaine* 263/264, n° 3 (2017) : 281–306.
- Molyneux, Maxine. « Mobilization without Emancipation? Women’s Interests, the State, and Revolution in Nicaragua » (« Mobilisation sans émancipation ? Les intérêts des femmes, l’État et la révolution au Nicaragua »). *Feminist Studies* 11, n° 2 (1985) : 227–54.
- Mougoué, Jacqueline-Bethel Tchouta. *Gender, Separatist Politics, and Embodied Nationalism in Cameroon* (« Genre, politique séparatiste et nationalisme intrinsèque au Cameroun »). University of Michigan Press, 2019.
- Nacos, Brigitte L. « The Portrayal of Female Terrorists in the Media: Similar Framing Patterns in the News Coverage of Women in Politics and in Terrorism » (« Représentation des femmes terroristes dans les médias : Des modèles de cadrage similaires dans la couverture médiatique des femmes en politique et dans le terrorisme »). *Études sur les conflits et le terrorisme* 28, n° 5 (2005) : 435–451.
- « Nigeria: Reports of Women Being Arrested in Connection with the Oodua People’s Congress (OPC) (January 2000–February 2001) » (« Nigéria : Des femmes auraient été arrêtées en lien avec le Congrès du peuple d’Oodua (OPC) (janvier 2000–février 2001) ». Commission canadienne de l’immigration et du statut de réfugié, 14 février 2001.
- « Nigéria : Les femmes et Boko Haram », International Crisis Group, n° 242, décembre 2016.
- Nolte, Insa. « “Without Women, Nothing Can Succeed”: Yoruba Women in the Oodua People’s Congress (OPC), Nigeria » (« “Sans les femmes, rien ne peut réussir” : les femmes yorubas au sein de l’Oodua People’s Congress [OPC], Nigéria »), *Africa* 78, n° 1 (2008) : 84–106.
- O’Rourke, Lindsey A. « What’s Special About Female Suicide Terrorism? » (« Qu’est-ce que les attentats-suicides commis par des femmes ont de si spécial ? »), *Security Studies* 18, n° 4 (2009) : 681–718.
- Osang, Ene « Zainab: Female CJTF That Protects Girls, Women From Rape » (« Zainab : une membre de la FICC qui protège les jeunes filles et les femmes contre le viol »), *Global Sentinel*, 22 avril 2019.
- Popkin, Samuel. *The Rational Peasant: The Political Economy of Rural Society in Vietnam* (« Le paysan rationnel : l’économie politique de la société rural au Viêt Nam). University of California Press, 1979.
- Posel, Deborah. « Afterword: Vigilantism and the Burden of Rights: Reflections on the Paradoxes of Freedom in Post-Apartheid South Africa » (« Postface : Le vigilantisme et le poids du droit : Réflexions sur les paradoxes de la liberté dans l’Afrique du Sud post-apartheid »). *Africa Studies* 63, n° 2 (2004) : 231–236.
- Poulton, Robin Edward et Ibrahim ag Youssouf. *La paix de Tombouctou : gestion démocratique, développement et construction africaine de la paix*. NY : Nations Unies, 1998.

- Schuberth, Moritz. *Une approche des groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne : Enseignements tirés et mesures de la réussite*. Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2020. <https://doi.org/10.37805/cbags.fr.2020.4>.
- Schweitzer, Yoram. « Palestinian Female Suicide Bombers: Reality Vs. Myth. » (« Femmes palestiniennes kamikazes : Réalité ou mythe »). Mémoire n° 84. Jaffee Center for Strategic Studies à l'université de Tel Aviv, 2006.
- Sjoberg, Laura et Caron Gentry. *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics*. (« Mères, monstres, prostituées : La violence des femmes dans la politique mondiale »). Londres : Zed Books, 2007.
- Sjoberg, Laura et Caron Gentry. *Women, Gender, and Terrorism* (« Femmes, genre et terrorisme »). Athens : University of California Press, 2009.
- Sidibé, Kalilou. « Security Management in Northern Mali: Criminal Networks and Conflict Resolution Mechanisms » (« Gestion de la sécurité dans le nord du Mali : réseaux criminels et mécanismes de résolution des conflits »). IDS Research Reports 77 (2012) : 1–103 (bilingue).
- Specht, Irma. *Red Shoes: Experiences of Girls-Combatants in Liberia* (« Les chaussures rouges : expériences des filles combattantes au Libéria »). Bureau international du travail, Genève, 2006.
- Stack, Alisa. « Zombies versus Black Widows: Women as Propaganda in the Chechen Conflict » (« Zombies contre veuves noires : les femmes, outils de propagande dans le conflit tchéchène »). Dans *Women, Gender and Terrorism* (« Femmes, genre et terrorisme »), sous la direction de Laura Sjoberg et Caron E. Gentry, 83-95. University of Georgia Press, 2011.
- Stein, Judith. « The Effect of Myths about Military Women on the Waging of War » (« L'effet des mythes au sujet des femmes militaires sur la conduite de la guerre »), dans *Women and the Military System* (« Les femmes et le système militaire »), sous la direction d'Eva Isaksson. New York : St. Martin's, 1988.
- Straus, Scott. *Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and Genocide in Modern Africa*. (« Faire et défaire les nations : guerre, leadership et génocide dans l'Afrique moderne »). Cornell University Press, 2015.
- Tamaru, Nanako et Marie O'Reilly. « How Women Influence Constitution Making After Conflict and Unrest » (« L'influence des femmes dans l'élaboration de la constitution après un conflit et des troubles »). Inclusive Security, janvier 2018.
- Trisko Darden, Jessica, Alexis Henshaw et Ora Szekely. *Insurgent Women: Female Combatants in Civil Wars* (« Femmes insurgées : les femmes combattantes dans les guerres civiles »). Georgetown University Press, 2019.
- Thomas, Jakana L. et Kanisha D. Bond. « Women's Participation in Violent Political Organizations » (« La participation des femmes aux organisations politiques violentes »). *American Political Science Review* 109, n° 3 (2015) : 488–506.
- Thomas, Jakana L. et Reed M. Wood. « The Social Origins of Female Combatants » (« Les origines sociales des femmes combattantes »). *Conflict Management and Peace Science* 35, n° 3 (2018) : 215–232.
- Tripp, Aili Mari, Casimiro, Isabel, Kwesiga, Joy et Mungwa, Alice. « African Women's Movements » (« Mouvements de femmes africaines »), dans *Changing Political Landscapes* (« Paysages politiques changeants »). Cambridge University Press, 2009.
- Tripp, Aili Mari. *Women and Power in Post-Conflict Africa* (« Les femmes et le pouvoir en Afrique post-conflit »). Cambridge University Press, 2015.
- United States Department of State. « 2017 Trafficking in Persons » (« La traite d'êtres humains en 2017 »).
- Uchendu, Egodu. *Women and conflict in the Nigerian Civil War* (« Les femmes et les conflits dans la guerre civile nigériane »). Trenton, NJ : Africa World Press, 2007.
- Utas, Mats. « Sweet Battlefields: Youth and the Liberian Civil War » (« Champs de bataille d'opérette : la jeunesse et la guerre civile libérienne »). Mémoire de l'université Uppsala en anthropologie culturelle, université Uppsala, 2003.
- Van Metre, Lauren. *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*. Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019. [https://www.resolve.net.org/system/files/2020-11/RESOLVE\\_CBAGs\\_Dauto-d%C3%A9fenseurs%20a%20justiciers.pdf](https://www.resolve.net.org/system/files/2020-11/RESOLVE_CBAGs_Dauto-d%C3%A9fenseurs%20a%20justiciers.pdf)
- Van Allen, Judith. « Aba Riots or the Igbo Women's War? » Ideology, Stratification and the Invisibility of Women » (« Émeutes d'Aba ou guerre des femmes igbo ? Idéologie, stratification et invisibilité des femmes »). *Ufahamu : A Journal of African Studies* 6, n° 1 (1975) : 11–39.
- Victor, Barbara. *Shahidas : femmes kamikazes de Palestine*. Flammarion Québec, 2003.
- Viterna, Jocelyn. *Women in War: The Microprocesses of Mobilization in El Salvador* (« Les femmes face à la guerre : les microprocessus de mobilisation au Salvador »). Oxford University Press, 2013.
- Warner, Jason et Hilary Matfess. « Exploding Stereotypes: The Unexpected Operational and Demographic Characteristics of Boko Haram's Suicide Bombers » (« L'explosion des stéréotypes : Les caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des auteurs d'attentats-suicides de Boko Haram »). Combating Terrorism Center, 2017.
- « Gardiens du lac Tchad : les groupes d'autodéfense face à Boko Haram ». International Crisis Group, n° 244, février 2017.
- Watson, Ruth. « Ibadan—A Model of Historical Facts': Militarism and Civic Culture in a Yoruba City » (« "Ibadan – Un modèle de faits historiques" : militarisme et culture civique dans une ville yoruba »). *Urban History* (1999) : 5–26.
- Wood, Elisabeth Jean. « The Social Processes of Civil War: The Wartime Transformation of Social Networks » (« Les processus sociaux de la guerre civile : La transformation des réseaux sociaux en temps de guerre »). *Annual Review of Political Science* 11 (2008) : 539–661.
- Wood, Reed M. *Female Fighters: Why Rebel Groups Recruit Women for War* (« Femmes combattantes : pourquoi les groupes rebelles recrutent des femmes pour la guerre »). Columbia University Press, 2019.
- Wood, Reed M. et Jakana L. Thomas. « Women on the Frontline: Rebel Group Ideology and Women's Participation in Violent Rebellion » (« Les femmes au front : Idéologie des groupes rebelles et participation des femmes à la rébellion violente »). *Journal of Peace Research* 54, n° 1 (2017) : 31–46.



## RESOLVE NETWORK

better research • informed practice • improved policy on violent extremism •

[www.resolvenet.org](http://www.resolvenet.org)



Hébergé au sein de l'Institut des États-Unis pour la Paix (U.S Institute of Peace) et s'appuie sur l'héritage de plusieurs décennies de profond engagement dans les communautés touchées par des conflits.



**UNITED STATES  
INSTITUTE OF PEACE**  
Pour que la Paix soit possible

RESOLVE tient à remercier l'Agence américaine pour le développement international (USAID) pour le généreux soutien apporté à ce rapport et à la Community-Based Armed Groups Initiative (« Initiative de recherche sur les groupes armés communautaires ») de RESOLVE.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

# RESOLVE

NETWORK



UNITED STATES  
INSTITUTE OF PEACE  
Pour que la Paix soit possible